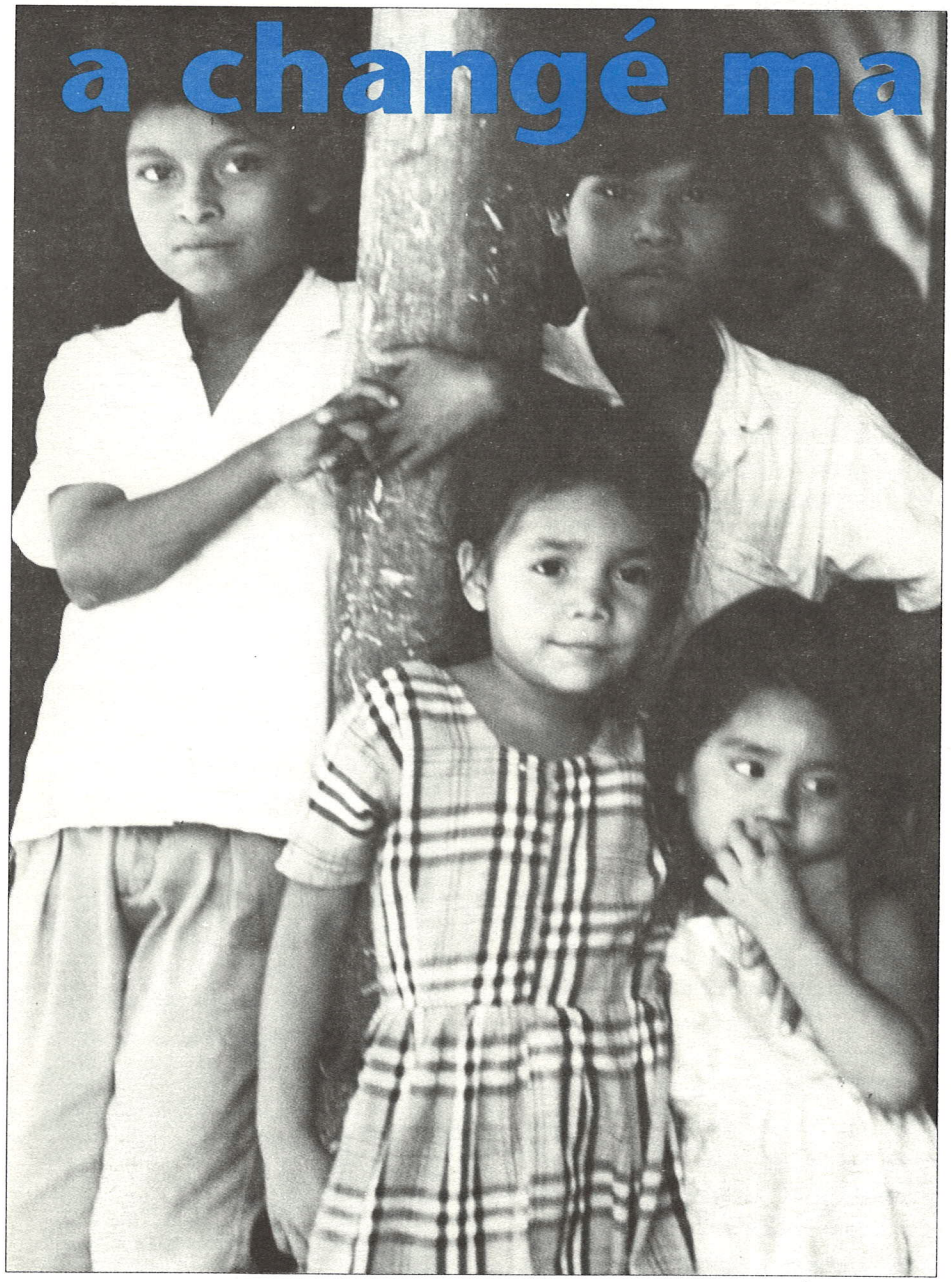
SOLIDARITÉ

VOL. 14 Nº 5 9405, rue Sherbrooke est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 **NOVEMBRE 1992**

Ton regard a changé ma vision



¡ Ay ! Nicaragua,
Nicaragüita
La flor mas linda de
mi querer
Abonada con la
bendita Nicaragüita
Sangre de Diriangen.

¡ Ay ! Nicaragua sos
mas dulcita
Que la mielita de
tamagas
Pero ahora que ya sos
libre Nicaragüita
Yo te quiero mucho
mas.
Pero ahora que ya sos
libre Nicaragüita
Yo te quiero mucho
mas.

Rapport de stage • NICARAGUA • mai 1992

Aie ! Nicaragua, Nicaragüita
La plus jolie fleur de mon amour
Avec le sang, Nicaragüita
béni de Diriangen*.

Aie ! Nicaragua tu es plus douce
Que le miel de tamagas**
Mais maintenant que tu es libre, Nicaragüita
je t'aime beaucoup plus.
Mais maintenant que tu es libre, Nicaragüita
je t'aime beaucoup plus.

* Chef indigène
** Variété de fleur du Nicaragua

Dans ce numéro :

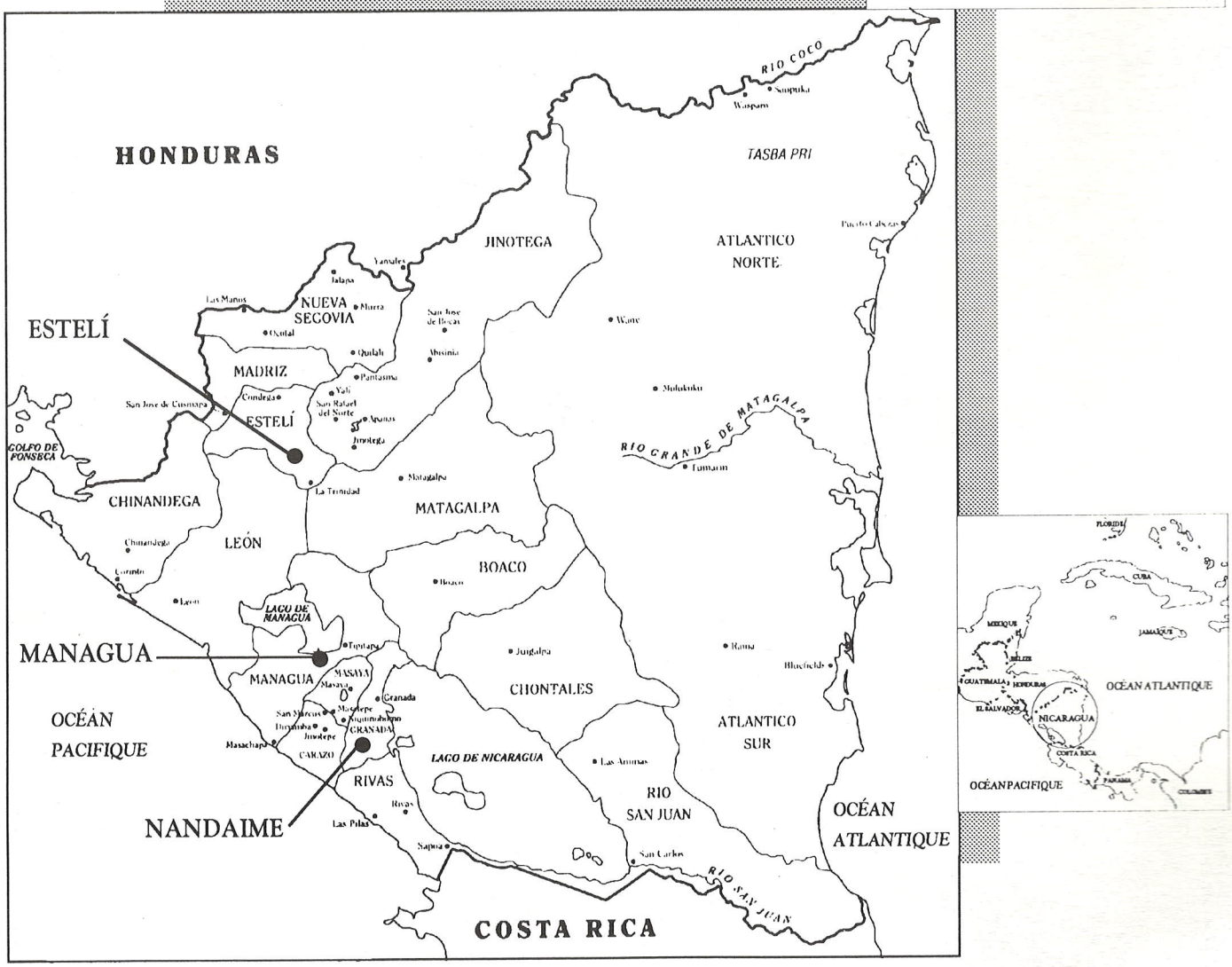
Présentation, p. 3 • Deux années de néo-libéralisme, p. 4 • L'insurrection de la ville d'Estelí, p. 5 • La réforme agraire, p. 6 • Syndicats et organisations populaires, p. 8 • Les services sociaux, p. 9 • Le système d'éducation primaire, p. 10 • Les enfants de la rue, p. 11 • La vie de famille, p. 13 • La médecine traditionnelle, p. 14 • Le tourisme social, p. 15

Le Nicaragua est un petit pays de 3,75 millions d'habitants, un des plus pauvres en Amérique. Une moitié de la population vit à la campagne, l'autre à Managua, la capitale, et dans les villes secondaires comme Matagalpa, Estelí, León.

Quelques données* :

Superficie :	130 000 km²
Monnaie :	córdoba
Inflation :	12,438 %
P.I.B. par habitant :	3036^{C}
Dette extérieure :	8550 millions de dollars É.U.

* L'état du monde en 1992.



Ce stage a été rendu possible grâce à l'aide financière du *Programme jeunes* de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Depuis quelques années, le CISO est sensible et ouvert aux besoins exprimés par certains groupes de jeunes – futurs travailleurs et travailleuses – en matière de solidarité internationale.

Ainsi, les jeunes stagiaires - Nicaragua 1992 ont pu réaliser ce stage grâce à l'appui du CISO. Vivre une expérience aussi enrichissante et marquante qu'un stage ne peut que permettre aux jeunes adultes un choix véritable des valeurs personnelles, choix qui aura sans doute un impact décisif dans leur vie.

Puisse cette expérience se traduire en engagement réel dans leur agir quotidien !

CLOTILDE BERTRAND
COORDONNATRICE DU CENTRE INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE (CISO)

• • •

Il m'apparaît important, lorsque les jeunes sont rendus au Cégep, qu'ils voyagent, qu'ils fassent un séjour à l'étranger. Le voyage c'est aussi une école. Aller voir les autres, comment ils vivent, comment ils pensent, comment ils agissent, a pour effet, si on y met un peu de bonne volonté, d'ouvrir l'esprit et le cœur. Souvent, au retour, on voit son propre pays, ses proches, ses amis d'un œil différent. Cette aventure permet d'accueillir les autres et de devenir soi-même.

RICHARD DROLET
DIRECTEUR DES SERVICES AUX ÉTUDIANTS ET À LA COMMUNAUTÉ, COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

Mieux comprendre AUJOURD'HUI pour préparer DEMAIN...

Ceci est le premier de nos objectifs en tant qu'accompagnateurs d'un groupe de jeunes adultes .

La société contemporaine se caractérise par le triomphe du néo-libéralisme, par une tendance à la mondialisation des échanges économiques et par la priorité accordée aux droits individuels sur les droits collectifs. De plus, pendant les dernières années on a connu d'importants bouleversements économiques, environnementaux et sociaux.

La recomposition du monde à partir de la domination des pays du Nord laisse peu ou pas de place à une alternative différente venant des pays du Sud qui demandent une réorganisation plus équitable du système des relations internationales.

Dans ce contexte global, nous croyons qu'il est très difficile pour chaque individu, surtout s'il habite un pays du Nord et s'il est jeune, de faire une analyse sereine et, à long terme, du sens donné à sa profession et à sa vie.

Nous considérons qu'un stage dans un pays du Tiers-monde (dans notre cas, le Nicaragua) est une expérience assez importante pour aider une étudiante, un étudiant, à clarifier ses objectifs à long terme et orienter sa vie. Après avoir pris contact concrètement avec une population du Tiers-monde, elle ou il a vu, vécu et compris suffisamment de choses qui lui permettent de voir plus clair et de mieux définir ses objectifs pour demain.

Une fois de retour au Québec, nous croyons important de faire un travail de sensibilisation et d'éducation populaire dans le milieu d'études et de vie de chacune et chacun.

Pour faciliter ce travail **d'éducation** parmi la population étudiante du Québec, nous avons pensé à publier un dossier : «Nicaragua, Nicaragüita». Il contient des thèmes qui ont été approfondis au Nicaragua pour chaque étudiante et étudiant, selon ses intérêts particuliers.

Si par ce stage nous avons contribué à «mieux comprendre aujourd'hui pour préparer demain», notre objectif est atteint.

ANA MARIA D'URBANO
RICHARD SIMARD

1990-1992 DEUX ANNÉES DE NÉO-LIBÉRALISME AU NICARAGUA

Le 25 avril 1990, madame Violeta Chamorro est arrivée au pouvoir à la tête d'une coalition de 14 partis, l'Union nationale d'opposition (UNO) allant de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Le nouveau gouvernement a imposé au pays une politique économique néo-libérale avec un programme d'ajustement structurel d'extrême austérité. Selon les exigences du FMI et en accord aussi avec les exigences de l'administration Bush, qui veut voir disparaître du Nicaragua tout vestige du sandinisme. Le programme d'ajustement structurel a imposé au peuple nicaraguayen des conditions de vie d'une extrême misère et pour maintenir l'ordre et la «paix sociale», la répression et le bâton ont remplacé le dialogue et la négociation.

57 % DE LA POPULATION ACTIVE EST EN CHÔMAGE

L'ajustement structurel en chiffres veut dire :

- 57 % de la population active du pays en chômage, cela signifie 760 000 personnes (sur un total de 3 200 000 habitants du pays).
- 70 % de la population n'arrive pas à satisfaire ses besoins essentiels en nourriture, éducation, santé, logement.
- 40 % sont indigènes .
- 150 cordobas (30 $ E.U.) est le salaire minimum mensuel d'un travailleur agricole.
- 250 cordobas (50 $ E.U.) est le salaire minimum d'un travailleur de l'industrie.
- Ces salaires couvrent une fraction du panier de provision de base, qui est de 800 cordobas (160 $ E.U.) par mois (en mars 1992).
- 30 % de diminution du budget pour la santé. En 1989, il était de 130 000 000 $ E.U. et en 1992 il est de 83 000 000 $ E.U.
- 34 % des enfants d'âge scolaire n'ont pas accès à l'éducation. Ceci est dû au fait qu'elle n'est plus gratuite. Les parents doivent débourser 5 cordobas (1 $ E.U.) par enfant par mois au primaire et 10 cordobas au secondaire. La constitution nicaraguayenne garantit l'éducation gratuite pour tous les élèves du primaire et du secondaire.
- 25 % d'analphabétisme en 1992 ; grâce à la campagne nationale d'alphabétisation en 1980, le taux était de 12 %. Les programmes d'alphabétisation pour les adultes ont été supprimés. Pour l'habitation, le déficit est de 400 000 maisons.
- Une somme de 18 $ E.U. par personne est allouée aux dépenses sociales. A l'époque sandiniste, elle était de 44 $ E.U. par personne.
- La mortalité infantile est de 71 pour mille. Elle était de 64 pour mille à l'époque sandiniste.
- En 1991, 2 000 enfants sont morts par manque d'assistance médicale[1].

[1] Houtard, François : « Le Nicaragua à l'aube du 500e anniversaire », 1991 - op. cit. dans Le Point - Outils de paix, mars 1992, n°5.

L'INSURRECTION DE LA VILLE D'ESTELÍ

JOSÉE SARRAZIN «CHEPITA»

En 1978, l'assassinat de Pedro Joaquin Chamorro, directeur de La Prensa (journal d'opposition à la dictature), par des gardes somozistes souleva l'indignation de la population, puis provoqua la création de plusieurs organisations populaires à travers plusieurs villes et villages du Nicaragua, dont Estelí.

Pour bien comprendre l'ampleur qu'a pris cet événement, notons que Chamorro possédait un passé marqué par la contestation. Il fut entre autres jugé pour complicité lors de l'assassinat d'Anastasio Somoza G. en 1956. Suite à son évasion, il participa, trois ans plus tard, à une guerilla dont le but était de renverser le gouvernement de Luis Somoza Debayle (fils d'Anastasio). En 1974, il devint le président de l'Union démocratique de libération. L'assassinat de Chamorro, le 10 janvier 1978, démontre bien les attaques du gouvernement Somoza contre les symboles de la liberté d'expression, tant au niveau de la presse écrite qu'à celui de l'opposition politique.

En plus de la formation des mouvements populaires, Somoza dût faire face à une grève générale, déclenchée le 27 août 1978, qui le força à déclarer l'état d'urgence. C'est suite à cela que le 2 septembre, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) lança son offensive parmi les principales villes du pays.

Le combat débuta **à Estelí**, ville du Nord, le 9 septembre 1978. Le peuple s'arma comme il pût, soit avec l'équipement fourni par l'Union soviétique, ou avec des armes fabriquées de manière artisanale ex. : cocktails molotov, lance-projectiles, etc.).

Dans les premiers jours de la révolution, la garde personnelle de Somoza (Guardia Nacional) attaqua Estelí par des bombardements aériens, seul moyen jugé efficace, car les routes étaient bien barricadées. Le palais et l'usine de cigares comptent parmi les victimes matérielles de ces bombardements.

Les attaques se multipliant et les munitions étant de plus en plus rares, on demanda à la population de s'exiler. ce ne fut que le 17 septembre que la Guardia réussit à avancer sur la ville. Mais encore là, *les positions sont courageusement défendues, l'ennemi ne peut pas avancer, il perd le contrôle grâce à nos sifflets, nos klaxons de vélos, nos boîtes de conserves et des charges enfumées de poudre pyrotechnique.*[1]

Malgré les efforts inventifs, la Guardia vint à bout d'Estelí le 18 septembre 1978, en déclanchant une série d'attaques aériennes qui incendia une bonne partie de la ville. Les «compañeros» durent mettre à bas plusieurs maisons pour éviter la propagation du feu.

En passant aujourd'hui dans les rues de la ville, nous pouvons encore voir les traces de ces combats. Plusieurs maisons portent encore les cicatrices laissées par les tirs, et certaines n'ont toujours pas été reconstruites.

Ce qui est marquant, c'est de se retrouver en face d'une des nombreuses murales peintes (parfois par des enfants) qui nous font revivre cet épisode héroïque de cette ville qui fût le berceau du Sandinisme. Et cela, tous nos «compañeros» se firent une fierté de nous le mentionner.

Noël «Chino» Palacios est un jeune homme de 25 ans, travaillant à la promotion de la culture populaire. Son frère est l'une des trop nombreuses victimes de la révolution. **Juan Carlos**, 27 ans, travaille également à la promotion de la culture populaire.

Je leur ai demandé de me raconter leur expérience et **pourquoi ils avaient participé à la révolution**. Leurs réponses peuvent nous paraître bien simples, mais il faut se rendre compte que cela représente **la base même de leurs valeurs et de leur combat quotidien.**

D'abord, la révolution représentait l'espérance du peuple, la liberté contre la dictature somoziste et l'impérialisme américain. Participer signifiait encourager la transformation sociale, et définir leur autonomie. C'était une façon de mieux connaître le pays et son peuple. Ils défendaient aussi les martyrs faits par Somoza. Ils ont pris conscience de leur humanitarisme, à vivre en frères avec les «compañeros» et surpasser les difficultés.

Juan Carlos m'a dit que le plus difficile était de penser à sa famille, ne sachant pas s'il allait un jour revenir à la maison. Il luttait pour que la famille ne manque de rien, car l'idée de les laisser seuls dans cette situation économique précaire l'obsédait.

Leur générosité, leur souci des autres, leur simplicité désarmante font des Nicaraguayens des êtres exceptionnels, étant donné la crise dans laquelle ils sont plongés. Ils me manquent.

Muchas gracias Nicaraguïta, one word is enough for all of us.

[1] «L'Épopée d'Estelí» in *Nicaragua aujourd'hui*, Comité de solidarité avec le Nicaragua, Paris, France, septembre 1988, n° 48, pp. 14-16.

LA RÉFORME AGRAIRE

LAURA D'URBANO

Avant la révolution de 1979

1929-1979, 4 à 5 % de la population possédait 75 % des terres cultivables. Le Nicaragua, pays dont l'économie est basée sur l'agriculture, sera donc sous dictature somoziste durant 50 ans. À l'époque, le rêve de tout «campesino» était d'avoir une parcelle de terre. Le 19 juillet 1979, c'est la fin du régime dictatorial, c'est la révolution pour tout le peuple nicaraguayen. Et c'est en 1981 que le rêve devient réalité pour tous les «campesinos», c'est l'année de la réforme agraire.

Ainsi, durant dix ans environ (1981-1990), les paysans du Nicaragua ont pu bénéficier des avantages de la réforme agraire. Toutefois, viennent les élections du 25 février 1990 et à partir de là, tous ces avantages sont bouleversés par les politiques du nouveau gouvernement.

La réforme

La réforme agraire est une loi. Elle fut donc incorporée à la constitution nicaraguayenne le 19 juillet 1981. Cette loi garantit la propriété de la terre à tous ceux qui la travaillent de façon productive et efficace. Avant 1979, 39 % de la population paysanne ne possédait pas de terres; 38.3 % en possédait, mais elles étaient trop petites pour produire de quoi subvenir aux familles; il ne restait donc que 7 % des paysans qui possédaient assez de terres pour être indépendants. À cette période de l'histoire, le Nicaragua comptait une population paysanne de plus de 50 %. On peut alors comprendre que **la réforme agraire fut l'un des plus grands projets à caractère économique, politique et social que les sandinistes aient réalisé.**

Dès 1981, on confisqua et répartit les terres. Il y a eu 2 millions d'hectares distribués, ce qui veut dire de 300 à 500 domaines somozistes confisqués. L'expropriation fut rapide, car la plupart des grands propriétaires terriens avaient quitté le pays pour se réfugier aux États-Unis. C'est de cette façon que plus de 120 000 familles sur la côte du Pacifique et 4 100 familles sur la côte de l'Atlantique ont pu bénéficier de la réforme agraire (cela représente environ 75 % de toute la population nicaraguayenne).

Aujourd'hui, il ne reste que 7 % des terres somozistes non expropriées. Voici la répartition selon l'UNAG :

- 20 % à l'État
- 40 à 50 % aux coopératives
- 30 à 40 % au secteur privé

L'UNAG (Union des agriculteurs et éleveurs) représente les «campesinos» et elle participa avec le gouvernement sandiniste à cette répartition des terres. Cette association fut formée en 1981 par les paysans et contribua aussi à la gestion de la réforme. En fait, le rôle de l'UNAG est de leur venir en aide en ce qui a trait : au crédit, à l'approvisionnement, au stockage, à la commercialisation, au lancement des coopératives, à l'assistance technique, etc.

Malgré les efforts des sandinistes pour développer la réforme agraire dans tout le secteur rural, on peut dire que l'invasion des «contras» par les frontières hondurienne et costaricaine, ainsi que l'embargo américain n'ont pu accélérer le processus. Mais depuis que les sandinistes ont perdu les élections de 1990, que reste-t-il de tout ça ?

Un nouveau régime

25 février 1990, marque une nouvelle étape pour le pays. C'est la fin d'une guerre, mais aussi la chute des sandinistes pour voir apparaître un nouveau gouvernement soutenu financièrement et idéologiquement par les États-Unis : l'UNO (Union nationale d'opposition).

Dans le tableau suivant, on peut constater que la politique de prêt a changé et qu'elle ne favorise plus autant la majorité des paysans. La politique de la propriété a aussi changé, car de nouvelles lois sont apparues, en voici quelques-unes :

Comparaison entre les politiques du gouvernement sandiniste et celles de l'UNO dans le milieu rural

FSLN (1979-1990)	UNO (1990-1992)
• Il y avait financement pour tous les paysans et les GPT (grands propriétaires terriens).	• Il y a du financement pour les GPT.
• Il y avait beaucoup d'aide internationale pour subventionner les projets de la réforme agraire.	• Il y a encore de l'aide internationale, mais on ne voit pas la couleur de l'argent dans le secteur rural.
• Il y avait des lois protectionnistes sur les produits afin que les paysans puissent vendre leur récolte.	• Les lois protectionnistes ont presque toutes été abolies. Les paysans ne peuvent donc plus vendre leur récolte.

1) Une loi déclare : que toutes les terres acquises avant le 25 février 1990 et dont le propriétaire n'a pas de titre, seront rendues aux GPT.
2) Aujourd'hui une autre loi dit que si un GPT réclame ses terres, un juge aura le droit de les lui remettre.
3) Enfin, une troisième loi vient compléter le tout, en disant que si les paysans qui travaillent sur ces terres, s'obstinent à y rester, le gouvernement devra dédommager le GPT.

Au niveau social, tous ces changements ne viennent en rien améliorer les relations entre petits paysans et GPT. Et même au niveau des coopératives les tensions montent au point tel qu'elles finissent par se dissoudre et ce depuis les nouvelles lois et politiques de l'UNO. Car les craintes des paysans de :

- n'être plus financé;
- n'être plus capable de subvenir aux besoins familiaux;
- perdre leurs terres;
- revenir à un régime semblable à celui du somozisme;

augmentent chaque jour.

Dernièrement, le projet de loi 133, présenté par Alfredo César, président de l'Assemblée nationale, ne fait qu'augmenter cette dernière crainte. Car cette loi concerne la remise des terres confisquées par les sandinistes durant la révolution. Ce qui aurait pour résultat l'abolition de la réforme agraire et de tous les droits des paysans acquis depuis 1981.

Un avenir incertain

L'introduction de la réforme agraire dans la constitution apporta plusieurs avantages au peuple nicaraguayen. Elle leur a donné :

1) Un meilleur accès à la terre pour les paysans pauvres.
2) La réduction de la rente de la terre.
3) L'élimination des intermédiaires et l'accès aux produits agricoles à prix inférieurs.
4) L'augmentation des crédits aux petits producteurs.
5) L'augmentation des salaires agricoles.

Mais depuis les élections, l'UNO tente tout pour abolir les projets populaires mis en œuvre lors de la révolution par les sandinistes, en établissant de nouvelles lois et politiques. Et c'est peut-être en acceptant le projet de loi 133 que le gouvernement mettra fin à ces dix ans de lutte. Mais qu'arrivera-t-il des droits que les paysans ont acquis depuis la révolution ? Voilà une question que bien des paysans se posent, dont ceux de l'UCA (Union de coopératives agricoles) à Nandaime.

Durant une semaine, j'ai pu goûter à la vie paysanne et c'est là que j'ai pris conscience de leur situation. J'ai pu constater que la terre est d'une importance capitale pour eux, parce que c'est elle qui les nourrit, leur donne espoir et force de lutter pour la conserver. Ils m'ont appris entre autres choses à l'aimer, l'écouter, la respecter. Ainsi, durant mon séjour, j'ai hérité de cet amour que les paysans accordent à la terre.

Laura

Ça me rassure beaucoup de voir le nombre de jeunes qui s'intéressent aux problèmes du Nicaragua, qui forment des brigades pour y aller et qui s'impliquent dans des organismes de solidarité. Plus nous serons, plus les changements seront radicaux. Chaque année, il y a plusieurs brigades qui sont formées par des jeunes du Québec pour y aller. De plus, j'aimerais remercier tous les organismes qui nous ont aidé à aller au Nicaragua. Grâce à eux, j'ai appris...

Marie-Ève

SYNDICATS ET ORGANISATIONS POPULAIRES

MARC-ANDRÉ GAGNON

Avant la révolution sandiniste

Sous la dictature des Somoza (1933-1979), les syndicats et les organisations populaires étaient réprimés dans le sang ou collaboraient avec la dictature. Les rares organisations populaires qui résistaient étaient les mieux organisées, mais elles devaient rester dans la clandestinité. Parmi ces organisations clandestines, on trouve le Front sandiniste de liberation nationale, créé en 1961 par Carlos Fonseca.

Le FSLN et les organisations populaires :

C'est grâce à son identification avec le peuple nicaraguayen que le FSLN a pu survivre et renverser la dictature somoziste en 1979, en alliance avec d'autres organisations politiques ou populaires.

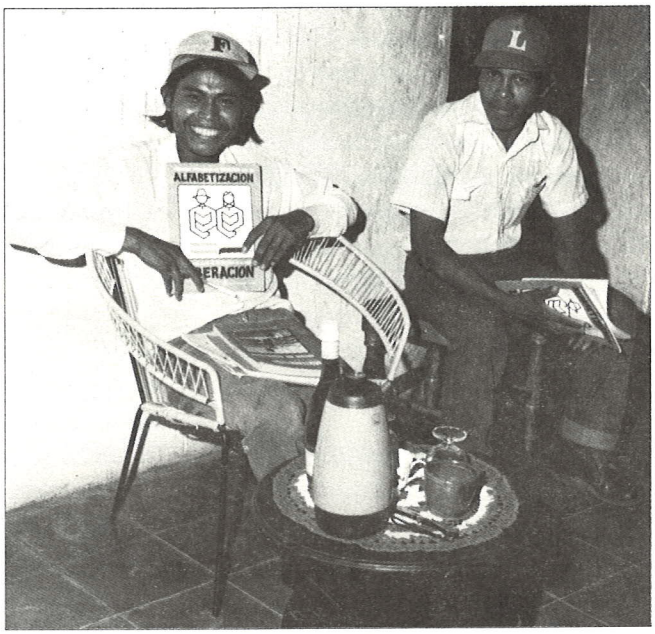
L'organisation d'une démocratie participative était l'assise politique fondamentale du projet de société sandiniste. C'est pour cela qu'en arrivant au pouvoir le FSLN a encouragé et soutenu la création des syndicats et des organisations populaires à tous les niveaux; dans chaque quartier, dans les villes, à la campagne, à travers l'organisation des femmes, des jeunes, des paysans, des enfants, etc.

Le but de ces organisations populaires était de permettre l'exercice d'une vraie démocratie avec la participation du peuple dans la prise des décisions politiques. But très difficile à atteindre si on considère que la population concernée était à 50 % analphabète et servile et n'avait jamais connu la liberté d'expression.

Pour que le peuple assume le plus possible le rôle de «sujet» de son histoire, le Front avait organisé plusieurs campagnes nationales de participation populaire :

1-La Campagne nationale d'alphabétisation (1980) pour apprendre au peuple à lire et à écrire.
2-Les campagnes nationales de vaccination contre la polio, contre la rougeole, (1980-1982).
3-La Campagne nationale constitutionnelle (1986) pour expliquer et consulter le peuple sur la réforme de la constitution.

Malheureusement, cette expérience de démocratie participative s'est de plus en plus réduite à cause de la guerre politique, économique et militaire déclanchée contre le Nicaragua par le gouvernement américain par l'entremise des «contras».



LA GRANDE CAMPAGNE D'ALPHABÉTISATION DE 1980 A RÉJOUI BIEN DES NICARAGUAYENS.

L'UNO (Union nationale d'opposition) et les organisations populaires :

Depuis l'arrivée du gouvernement de l'UNO en 1990, on voit disparaître graduelle-ment les organisations populaires sous l'effet du néo-libéralisme. Les coopératives disparaissent pour laisser place à l'entreprise privée, les syndicats se font balayer par le solidarisme[1], les organisations de quartiers n'existent pratiquement plus. Avec le taux de chômage de 56 %, les Nicaraguayens luttent pour leur survie. Cette situation ne laisse pas de place à l'organisation collective. C'est chacun pour soi.

Le gouvernement actuel tente d'éliminer tout vestige de pouvoir populaire au profit du pouvoir bureaucratique. Toutefois, certaines organisations populaires, comme les coopératives de l'UCA (Union des coopératives agricoles) et le Syndicat des étudiants à Nandaime ou la CST (la Centrale sandiniste des travailleuses et des travailleurs) restent très actives avec force et dynamisme. Le resteront-elles longtemps ?

C'est un système de participation des travailleuses et travailleurs ayant un minimum d'avantages sociaux, mis sur pied par les patrons pour empêcher l'organisation syndicale.

LES SERVICES SOCIAUX

MARIE-ÈVE LABRIE

Avant les élections de 1990

Le Nicaragua était un modèle pour les autres pays d'Amérique latine. Un système de santé gratuit, un concept révolutionnaire en alphabétisation, une aide aux gens malades et aux sans emploi, le développement de la culture, les transports publics, la redistribution des terres et une aide potentielle aux agriculteurs. Le pays commençait à avoir des bases beaucoup plus solides. Les sandinistes apportaient une nouvelle philosophie de vie : ce ne sont pas les armes et la peur qui peuvent vraiment développer un pays, ce sont les services offerts et la possibilité d'y accéder qui permettent un meilleur échange entre le Gouvernement et le peuple.

Après les élections de 1990

Prétextant des obligations envers la Banque mondiale, la nouvelle présidente, Violeta Chamorro et son parti la UNO (Union nationale d'opposition), ont décidé de ne plus donner de fonds aux services sociaux instaurés pendant la période des sandinistes. Si le peuple nicaraguayen veut continuer à recevoir ces services, il faut qu'il débourse. Mais quand un pays a 56 % de sa population en chômage, qui peut vraiment se permettre de payer pour s'assurer de tels services ? En plus, il y a le retour des «Miami boys», les gens assez nantis qui se sont sauvés aux États-Unis quand la guerre a commencé. Ils délogent les agriculteurs pour reprendre les terres qui leur avaient été confisquées par l'ancien gouvernement et distribuées aux paysans.

Depuis les élections, les choses au lieu de s'arranger, sont revenues comme au temps de la famille Somoza et même pire. Au Nicaragua, les gens étaient fiers qu'il n'y ait pas, ou très peu, de bidonvilles. Les bidonvilles sont la preuve flagrante de la pauvreté d'un pays. Même chose pour le choléra. Dorénavant, les habitants devront faire très attention à l'eau qu'ils boivent et qu'ils utilisent pour se laver. Les gens doivent aussi payer pour que leurs enfants puissent aller à l'école, même au primaire. Cette clause est anticonstitutionnelle car elle va à l'encontre de la charte des droits que le Nicaragua a adopté dans sa législature et qui oblige les enfants à aller à l'école primaire. Pour avoir de meilleurs salaires, les gens tentent d'aller à Managua mais là aussi ils sont déçus. Donc ils restent autour et à l'intérieur de la ville, dans une misère stagnante, sans eau potable et sans électricité.

Certains groupes ont continué à mettre sur pied des projets sociaux tels que l'alphabétisation, des garderies, des centres de santé et des centres de médecine traditionnelle. Souvent, ce sont des bénévoles qui font le travail et ils essaient d'avoir des fonds comme ils peuvent. Malheureusement, ces gens ne peuvent pas faire de très grands progrès, car à cause du manque de fonds, les projets sont développés très lentement. Ils ont tout ce qu'il faut pour faire du bon travail, mais ils sont pratiquement incapables de l'implanter sur une plus grande échelle.

UNE MAISON À ESTELÍ ! LE DÉFICIT EST DE 400 000 MAISONS.

LE SYSTEME D'ÉDUCATION PRIMAIRE AU NICARAGUA

NELSON LAMOUREUX

Au Nicaragua, les principales matières enseignées au primaire sont l'espagnol et les mathématiques. Celles-ci le sont de la première à la sixième année. De plus, elles sont celles auxquelles l'enseignant consacre le plus de temps en classe. À ces deux viennent se greffer deux autres matières qui s'enseignent aussi de la première à la sixième, l'éducation physique et l'orientation pratique. Moins de temps leur est cependant accordé.

Aussi, dès la troisième année, l'histoire et les sciences naturelles s'ajoutent. Enfin, en cinquième année, la géographie, fait son apparition. Une particularité à remarquer, les demi-journées d'école. Généralement, les enfants qui viennent à l'école le matin ne se présentent pas l'après-midi. Habituellement, le premier cycle (première à troisième année) vient le matin et le deuxième cycle (quatrième à sixième année) vient l'après- midi.

Enfin, les classes regroupent souvent plusieurs niveaux (deux ou trois) et comptent une trentaine d'élèves. L'évaluation des acquis des élèves au Nicaragua est basée sur un cycle de deux mois, c'est-à-dire que l'élève est évalué pendant une période d'apprentissage qui s'étend sur deux mois. Durant cette période, l'élève aura trois évaluations formatives, chacune comptant pour vingt points, et une évaluation sommative portant sur l'ensemble de la matière vue durant les deux mois et comptant pour quarante points.

Advenant le cas où un élève réussirait ses évaluations formatives de façon exceptionnelle, une mesure l'exempte de l'évaluation sommative.

Il convient de préciser que, selon la constitution nicaraguayenne, l'éducation est obligatoire et devrait être dispensée gratuitement par l'État. Qu'en est-il vraiment ? Bien que l'éducation demeure obligatoire, ***il en coûte aujourd'hui 5 cordobas, 1 $ É.U. par mois par enfant pour aller à l'école.***

MAINTENANT IL FAUT PAYER 1 $ É.U. PAR MOIS POUR AVOIR LE DROIT D'ÊTRE LÀ. C'EST BEAUCOUP POUR UNE FAMILLE, SOUVENT NOMBREUSE.

Cela peut sembler assez anodin selon nos normes mais pour un Nicaraguayen, la somme demandée est énorme et représente un grand sacrifice au niveau économique. Ceci a comme conséquence directe la diminution du nombre d'enfants qui fréquentent les établissements d'enseignement.

Un autre point important est cette division de la journée en deux. En supposant que les élèves aillent à l'école toute l'année sauf les fins de semaines, ils recevraient alors à peu près l'équivalent de 130 jours d'enseignement. Mais ce n'est pas le cas car ils ne vont pas à l'école toute l'année; certaines périodes correspondent à leurs vacances. Donc ils n'ont pas 130 jours mais peut-être l'équivalent de 100 ou 110 jours. Ce qui est peu comparé aux 180 jours et plus ici.

La situation peut sembler alarmante aujourd'hui. Il n'en a pas toujours été ainsi. Les sandinistes, durant leur mandat, ont rendu l'éducation obligatoire, gratuite et accessible à tous. Ce n'est que depuis l'arrivée de l'UNO au pouvoir, aux élections de 1990, que la situation s'est dégradée.

Il ne faut cependant pas croire que le Nicaragua est perdu. Les Nicaraguayens nous ont déjà prouvé qu'ils sont capables de grandes choses. Ils connaissent les problèmes relatifs à l'éducation dans leur pays et demandent au gouvernement des améliorations au système scolaire. De plus, on ne peut nier les progrès déjà accomplis pendant la période sandiniste.

LES ENFANTS DE LA RUE

DOMINIQUE TREMBLAY (NICO)

À MON AMI WILDER

Esteli, mai 1992. Nous sommes à peine arrivés depuis deux ou trois jours que déjà une grappe d'enfants aux pieds nus nous aborde. Ils sont curieux, ils viennent voir les étrangers à la peau blanche qui gravitent autour de la «Casa de la cultura». À l'occasion, ils demandent «un regalo», un cadeau (entendre quelques sous ou n'importe quoi).

Trois d'entre eux m'assaillent littéralement. Le moins gêné des trois, celui aux cheveux ras, commence à me fouiller en me parlant. Ces petits sont si gentils, spontanés, ricaneurs... et astucieux! Sans jamais éveiller ma méfiance, le plus brave ouvre ma pochette ventrale où je garde mon appareil photo et mon argent. Il glisse sa main... «Non, fais pas ça!» Ça y est, son «chum» de gauche se met à l'engueuler. Ce jeune garçon, un peu enveloppé, venait de m'éviter de me faire voler. Je ne le savais pas encore, mais il deviendrait mon ami : Wilder.

Il y en a d'autres aussi, comme ce minuscule garçon qui fait le tour des tables du restaurant- cabaret «El Brujíto», prêt à chanter un petit refrain pour «do peso» (deux cordobas). Ils sont partout ces enfants, il y en a plein. Tous les matins, j'achète la «Barricada» d'un de ces «chavalos». À la maison, ma «mamá» se procure les «tortillas» matinales d'une «chavala» d'à peine 8 ans. C'est aussi d'un enfant ou d'un adolescent qu'on achète de la gomme à mâcher ou des billets de loterie.

Comme c'est samedi soir, nous allons tous à la fête culturelle, la «peña». Comme d'habitude la danse succède à la fête. Pour pouvoir danser librement et longtemps, je confie mon sac à dos à mon jeune ami Wilder, en qui j'ai pleinement confiance. Mon sac contient, entre autres, mon appareil photo. Wilder se fait une fierté de le garder. Pour le remercier, je le fournis en Coca-Cola. Il fête avec nous et garde mon sac sur son ventre toute la soirée jusqu'à quatre heures du matin.

Le lendemain, après une courte nuit de sommeil, Mario, Noël et moi allons voir la partie de «fútbol» au stade municipal. Sur le chemin du retour, Wilder se joint à nous. Après le dîner chez Thelma, Wilder et moi allons à la «Casa de la cultura» attendre que Mario termine sa réunion du comité des activités culturelles. Comme nous manquons de sommeil, nous nous allongeons sur un muret au deuxième étage. Or, à mon réveil, désemparé, je me rends compte que mes lunettes, que j'avais déposées juste à côté de moi, ont disparu pendant notre sommeil. Des recherches infructueuses nous mènent à la seule conclusion possible : des «chavalos» qui rôdaient dans la bâtisse avaient dû les voler.

D'autres recherches commencent, avec la police cette fois, et en Jeep s'il vous plaît! Au parc, Wilder descend et va discuter avec d'autres «chavalitos» qu'il connaît. On apprend qu'un enfant s'est enfui vers le nord avec mes lunettes. Enfin de l'action! La poursuite en Jeep commence. Va voir dans le cimetière, traverse la rivière avec le véhicule, puis... retour au poste pour porter plainte. Je m'en retourne souper «chez moi», l'air piteux. Je ne peux pas lire des lettres de deux pouces à dix pieds devant; que vais-je faire sans mes lunettes?

En soirée, je retourne chez Thelma. Mario et Wilder, mes fidèles compagnons, m'y attendent. Deux «chavalos» arrivent. Ils parlent avec Wilder : on a retrouvé mes lunettes! Ouf! Soulagé et heureux comme un roi, je remercie à grands gestes les deux enfants qui les ont trouvées, et leur donne quelques cordóbas.

Ce n'est pas la police qui a trouvé mes lunettes. C'est Wilder et son réseau d'enfants de la rue.

Ce fut un excellent prétexte pour une autre fête. J'offre une tournée de «cerveza» pour mes amis et tout un «snack» pour Wilder. Il y avait aussi Pedro de la radio, qui chantait et jouait de la guitare, et le fameux joueur de flûte de pan : sublime ! Ça jase, ça boit, ça mange, ça chante, ça s'conte des blagues. Quelle journée !

Cette aventure m'a vraiment fait prendre conscience de la réalité des **enfants de la rue** au Nicaragua. S'ils sont pieds nus, c'est qu'ils ne peuvent pas s'acheter des souliers; s'ils quêtent, s'ils volent, c'est tout simplement pour manger. Au Nicaragua, beaucoup d'enfants doivent travailler dès l'âge de 6 ans pour vivre. Les plus démunis ne peuvent plus aller chez le médecin depuis que les services de santé et les médicaments ne sont plus gratuits. C'est comme ça depuis 1990. Pendant que j'écris ces lignes, des petits enfants perdent la vue ou un de leurs membres à cause d'infections non soignées.

❦ ❦ ❦

Mario, qui fait partie de la «Juventud 19 de Julio» me raconte que lui et d'autres sandinistes qui ont un travail parrainent des enfants de la rue. Ces parrains défraient la visite chez le médecin ou le dentiste, comme lorsque Wilder a perdu une dent la semaine dernière. En plus de Wilder, Mario parraine quatre autres enfants de la rue (en plus de soutenir sa propre famille). Il m'explique qu'il a bon espoir que mon

jeune ami, mon «hijo» comme il dit, s'en sorte sans trop de dégâts. «Parce qu'il comprend; on peut parler avec lui», dit-il.

D'autres «chavalitos» et «chavalitas» n'ont pas cette chance. Soit qu'ils sont malades, souffrent de malnutrition ou simplement parce qu'ils se droguent à la colle à soulier.

En plus des sandinistes, des organismes comme l'INPRHU ont des programmes pour aider les enfants de la rue, les «niños de la calle», comme on dit là-bas Pour les Nicaraguayens, les enfants ont une grande valeur : ils sont le présent et l'avenir de leur peuple. Et mon ami Wilder fait partie de cet avenir.

MON JEUNE AMI WILDER. C'EST GRÂCE À LUI SI J'AI ENCORE MES LUNETTES.

«Los niños»

De nombreux enfants doivent travailler dès l'âge de 6 ans pour survivre et aider leurs familles. Ce sont les **enfants de la rue.**

- Il y a 36 000 enfants de la rue au Nicaragua.
- 6 000 d'entre eux sont abandonnés.
- 114 000 enfants vivent en situation d'extrême pauvreté.
- Pour les 3/4 de la population totale du pays, les besoins de base ne sont pas comblés.
- La guerre contre la «Contra» a brisé plusieurs familles; souvent, un frère ou le père sont manquants ; 17 000 enfants sont orphelins de père (N.B.: le 1/4 de ces orphelins sont de la région d'Estelí, au Nord-Ouest du pays).

Santé

- Dans la région d'Estelí, 67 % des enfants de 6 ans et moins souffrent de malnutrition.
  Raisons : Rareté des produits alimentaires.
  Leurs parents n'ont pas de travail, donc pas d'argent.
- Seulement 8 % des enfants ont été vaccinés en 1990; contrairement à 20 % en 1980.
- Depuis 1990 : services de santé payants.

Éducation

- Depuis 1990 : écoles payantes.
- Sur 967 000 écoliers de 9 à 12 ans, seulement 766 000 ont terminé leurs cours : 232 000 ont décroché !
- Taux d'analphabétisme :
  avant 1979 : 52 % de la population
  en 1982 : 12 % de la population
  en 1992 : 25 % de la population; dont 50 000 enfants.

Sources : INPRHU (Instituto de promoción humana), FACS (Fundación Augusto César Sandino), dossier éducation d'Outils de paix.

LA VIE DE FAMILLE

CATHERINE LEVASSEUR

Après une longue période de dictature qui s'est achevée en 1979 et huit ans d'une guerre civile, entretenue par le gouvernement des E.U., qui a causé beaucoup de morts et beaucoup d'orphelins de père ou parfois des deux parents, qu'est devenue l'organisation familiale parmi le peuple, dans un pays qui n'est plus en guerre mais qui subit les recettes draconiennes d'un gouvernement néo-libéral ?

Mon séjour s'est déroulé au sein de deux familles, une de la ville et l'autre de la campagne. Comme dans tous les pays non industrialisés, la famille comprend de nombreuses personnes. Les femmes ont leur premier enfant vers l'âge de 14 ans et la famille en a souvent cinq ou six, quant aux grands-parent, ils sont aussi dans la maison.

La famille urbaine

À la ville, la vie est grouillante comme celle d'une rûche. Beaucoup de vendeurs ambulants essayent de vendre leurs produits et les enfants de cirer les chaussures. Mais certains ont un métier et pour d'autres, c'est plutôt une implication sociale qui les occupe car presque tout est quasi donné bénévolement. C'était le cas de ma «mère» d'Estelí, Edna Valenzuela, celle à qui je dois mon éveil à la vie urbaine. Edna est mariée et mère de cinq enfants : le premier, 25 ans, est marié; Namrol, 20 ans, a la chance d'aller à l'université de Managua; Abdiact, 10 ans, enfant recueilli d'une famille qui n'en voulait plus, va à l'école et René, 7 ans, est gardé au CDI (centre de développement infantil). Liliane, la femme de ménage, qui était battue par son mari, habite dans la maison avec sa fille de 8 ans Idania.

C'est vers 7 heures qu'Edna et moi nous levions pour aller travailler au CDI. C'est le mari d'Edna qui venait nous chercher. Il était sans travail à cause de la perte de sa récolte et passait la nuit à essayer de gagner un peu d'argent d'une quelconque façon. Toute la journée, Edna travaillait avec des enfants heureux de pouvoir danser et avoir un bon repas, et essayait de trouver des fonds pour payer les dîners du CDI aux enfants les plus démunis ainsi qu'à deux enfants d'un bidonville avoisinant qui venaient pour le repas quotidien.

Mais son travail ne s'arrêtait pas là puisque jusque tard dans la soirée, elle rendait visite à de jeunes enfants victimes d'abus dans le quartier et cela sans être payée. Si ce n'est pas de la solidarité ! J'avais le coeur gros de voir cette femme arriver le soir à la maison, épuisée mais ne s'en plaignant pas.

DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION, LES FEMMES TRAVAILLENT SANS RÉPIT ; ELLES SONT LA COLONNE VERTÉBRALE DE LA FAMILLE.

La famille rurale

Odilia 25 ans, ma «mère» de Nandaime[1] habitait à l'UCA (Union des coopératives agricoles). Elle est mariée à Manuel qui a 40 ans et elle a 4 enfants : Mayela, 10 ans; Nohelia, 8 ans; Francis, 6 ans et Luis-Manuel 4 mois. Ses 3 filles vont à l'école même si plusieurs mois de paiement sont en souffrance. La famille possède un cochon, un chat, un chien et une poule.

Luis-Manuel était l'enfant gâté et criard, le roi du foyer. Il était élevé par ses trois soeurs car ses parents étaient occupés à l'extérieur. Manuel et Odilia se levaient à 4 heures. Manuel partait aux champs pour gagner leurs repas et Odilia préparait le déjeûner composé de riz, tortillas[2] et haricots noirs. Plus tard, vers 6 heures elle se rendait aux champs pour apporter le déjeûner aux ouvriers. Et ce n'était que vers 23 heures qu'elle pouvait se coucher. Manuel travaillait aux champs toute la journée, par 40°C, pour semer les grains qui serviraient à nourrir sa famille, s'il en restait, il les vendait au marché.

Ses parents voulaient envoyer Francis à l'hôpital car il avait des problèmes de posture depuis sa naissance, mais ils devaient attendre leur première récolte pour avoir de l'argent. Leur rêve était d'avoir toujours de la nourriture pour leurs enfants. Ils avaient toujours connu la pauvreté et la guerre, mais ils ont sû me sourire.

[1] Petit village situé au sud-est de Managua.

[2] Sorte de galette, très mince, de farine de maïs.

LA MÉDECINE TRADITIONNELLE

TINA FILLION

Le sujet m'ayant toujours intéressée, j'ai choisi de me renseigner sur le genre de médecine pratiqué au Nicaragua. Depuis quelques siècles, les gens utilisaient la médecine traditionnelle à base de plantes. Les personnes âgées transmettaient ces connaissances de bouche à oreille. Ils vivaient à la campagne et étaient près de la nature, donc des plantes dont ils utilisaient toutes les parties.

Avec l'urbanisation, cette science se perdait. En 1985, une des conséquences de l'embargo américain fut la disparition de médicaments au Nicaragua. Un groupe d'Estelí, «El Centro Nacional De Medecina Popular Tradicional», lors de la croisade d'alphabétisation de 1981, s'était aperçu que plusieurs Nicaraguayens utilisaient la médecine traditionnelle. Il organisa une enquête dans trois régions, dans le but de récupérer ou d'amasser toutes les anciennes connaissances sur la médecine traditionnelle, pour ensuite en faire un livre, *Isnaya*, conçu pour faciliter l'enseignement de cette science et pour éduquer la population à une hygiène communautaire. Il a été écrit dans un langage simple, pour que les gens moins scolarisés puissent s'en servir adéquatement. Le livre utilise les mêmes plantes que les ancêtres et reprend leurs techniques.

Une bonne santé a été définie dans *Isnaya* comme le bien-être physique, mental et social de l'humain. «El Centro Nacional De Medecina Popular Tradicional» a un grand rôle dans la communauté. Il doit former des promoteurs de la santé qui apprendront les connaissances de base dans le diagnostic et le traitement des maladies les plus communes aujourd'hui au Nicaragua, et comment prodiguer les premiers soins. Ces promoteurs iront dans les villages et les campagnes enseigner aux gens comment appliquer adéquatement la médecine populaire traditionnelle, et leur donner des conseils pour prévenir la maladie.

La promotion de cette science est très importante ; les gens peuvent fabriquer les médicaments à partir de plantes de leur jardin. Elle est simple, a moins d'effets secondaires, et elle est tout à fait naturelle, sans agents chimiques, et à la portée de tout le monde. Il y a quelques désavantages à se soigner à partir des plantes : la guérison est plus lente et il ne faut pas croire que c'est possible de tout guérir sans faire appel à un médecin généraliste ou aller à l'hôpital si nécessaire.

Le livre *Isnaya* débute en expliquant ce que sont les microbres et les parasites, et quelles maladies sont transmises par ceux-ci, comment ils entrent dans notre corps au moyen de l'eau, de la terre, des mouches, etc. Il explique aussi le travail des globules dans notre système immunitaire, l' importance des vaccins et quelles sont les maladies contagieuses. Il explique ce que signifie l'hygiène à la maison, donne des conseils faciles à comprendre en matière d'éducation sexuelle, et sensibilise à la prévention de maladies telles que le choléra.

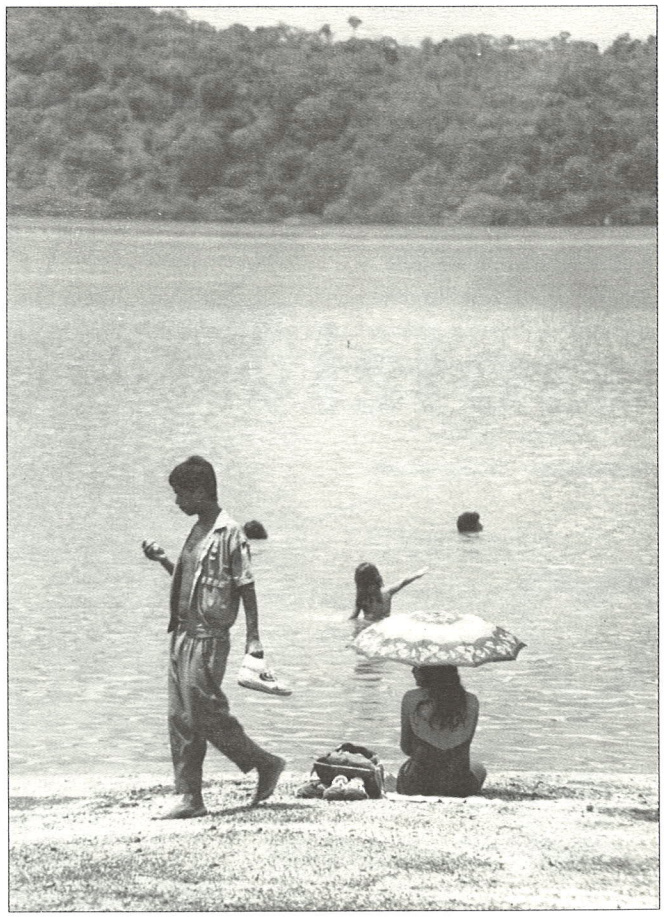
Au début de 1992 au Nicaragua, il y a eu une rencontre d'organismes intéressés par la médecine traditionnelle. Les représentants de 28 pays dont les États-Unis, la Chine et Cuba ont échangé leurs connaisances sur cette approche.

LE TOURISME SOCIAL AU NICARAGUA

MARTIN NORMAND

C'est une bonne façon pour une personne de connaître le pays sous un angle différent : un climat tropical, la plage, des volcans fascinants, deux grands lacs, des repas appétissants, des coûts très bas, des richesses intéressantes en soi, pour attirer le tourisme traditionnel, mais la plus importante richesse se trouve dans le coeur des Nicaraguayennes et des Nicaraguayens. Pour la découvrir, il faut être prêt à oublier le luxe des hôtels, le confort des grands centres touristiques (il y en a un au Nicaragua : Monte Limar), les autobus modernes, l'eau potable et les moustiquaires dans les fenêtres. Parce que c'est en partageant la vie des Nicaraguayens que l'on apprend à les connaître . Ce type de tourisme social pratiqué par les brigades, les coopérantes ou coopérants ou les jeunes intéressés à connaître le vrai pays, est le bienvenu au Nicaragua.

Il faut pour le promouvoir, des subventions, de la publicité, de l'imagination. Il faut l'encourager.



Nous sommes prêts à aller dans les CEGEP, les universités, les groupes populaires ou de solidarité, etc., pour parler de notre stage, faire un témoignage ou présenter le dossier.

Comment nous contacter ?

CISO
(Centre international de solidarité ouvrière)
- Clotilde Bertrand ou Ana Maria D'Urbano (514) 356-8888
- Marie-Ève Labrie (514) 727-8528

Étudiants de l'UQAM
- Laura D'Urbano (514) 658-1973
- Nelson Lamoureux (514) 689-9334
- Josée Sarrazin (514) 522-1681
- Dominique Tremblay (514) 525-8156

ou bien à Outils de Paix (514) 982-6611

Étudiants du Cegep Édouard-Montpetit
- Tina Fillion (514) 646-9687
- Marc-André Gagnon (514) 655-9894
- Catherine Levasseur (514) 928-9084

Nous remercions «Outils de paix» et le Cégep Édouard-Montpetit pour le soutien qu'ils ont apporté à la réalisation de ce stage.

Ce document a été préparé par les stagiaires et révisé par Ana Maria D'Urbano, Marie Lauzon et Roger Ricard, du Comité Amérique centrale du CISO.

Infographie : Louise Gravel
Impression : BEAUTEX

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec

Le sous-développement des pays du Sud est directement causé par le sur-développement des pays du Nord. Étant une personne du Nord, peut-être que je pourrais…

Marc-André

Je suis revenu au Québec. J'ai regardé dans une glace et j'ai vu quelqu'un de changé, quelqu'un qui a appris beaucoup sur lui… au contact des autres.

Martin

Ici, il fait beau, chaud. Et les gens sont rayonnants et chaleureux. Les Nicaraguayens forment un peuple courageux et fier, qui puise sa force dans la source intarissable de l'entraide et de la solidarité. Un peuple qui a connu la liberté et qui a appris à la défendre. Un des plus beaux peuples de la terre. ¡ Viva el Nicaragua libre !

Dominique (Nico)

C'est dans le sang des innocents que germent les grains de la renaissance.

Nelson

La démonstration a été faite : c'est plus utile d'avoir des amis que d'avoir de l'argent… Sinon le taxi se ferait encore attendre. N'est-ce pas, Laura ?

Chepita XXX

Entendre la sagesse et voir la fierté de ces gens… de quoi pouvoir changer le monde. Si seulement tous ceux que j'aime pouvaient être avec moi… ici…

Catherine

Terre de feu au soleil bûlant, aux gens vivant d'espoir, de solidarité et de liberté, qui m'ont appris à aimer, par une parole ou un sourire, leur culture, leur terre, leur pays : le Nicaragua.

Laura

La vraie richesse, c'est de savoir apprécier ce que l'on a !

Tina

Malgré la chaleur et leurs malheurs, les gens sourient tandis que moi…

Marie-Ève

Quel beau voyage, revenir à Estelí avec un tel groupe, c'est comme un cadeau. J'espère seulement que ce séjour leur aura servi à quelque chose… mais en tout cas, on pourra dire qu'ils ne m'ont pas manqué! Pourtant je souris encore!

Richard

¡Vamos chicos a no aflojar ! (Allons les jeunes, on lâche pas !)

Ana

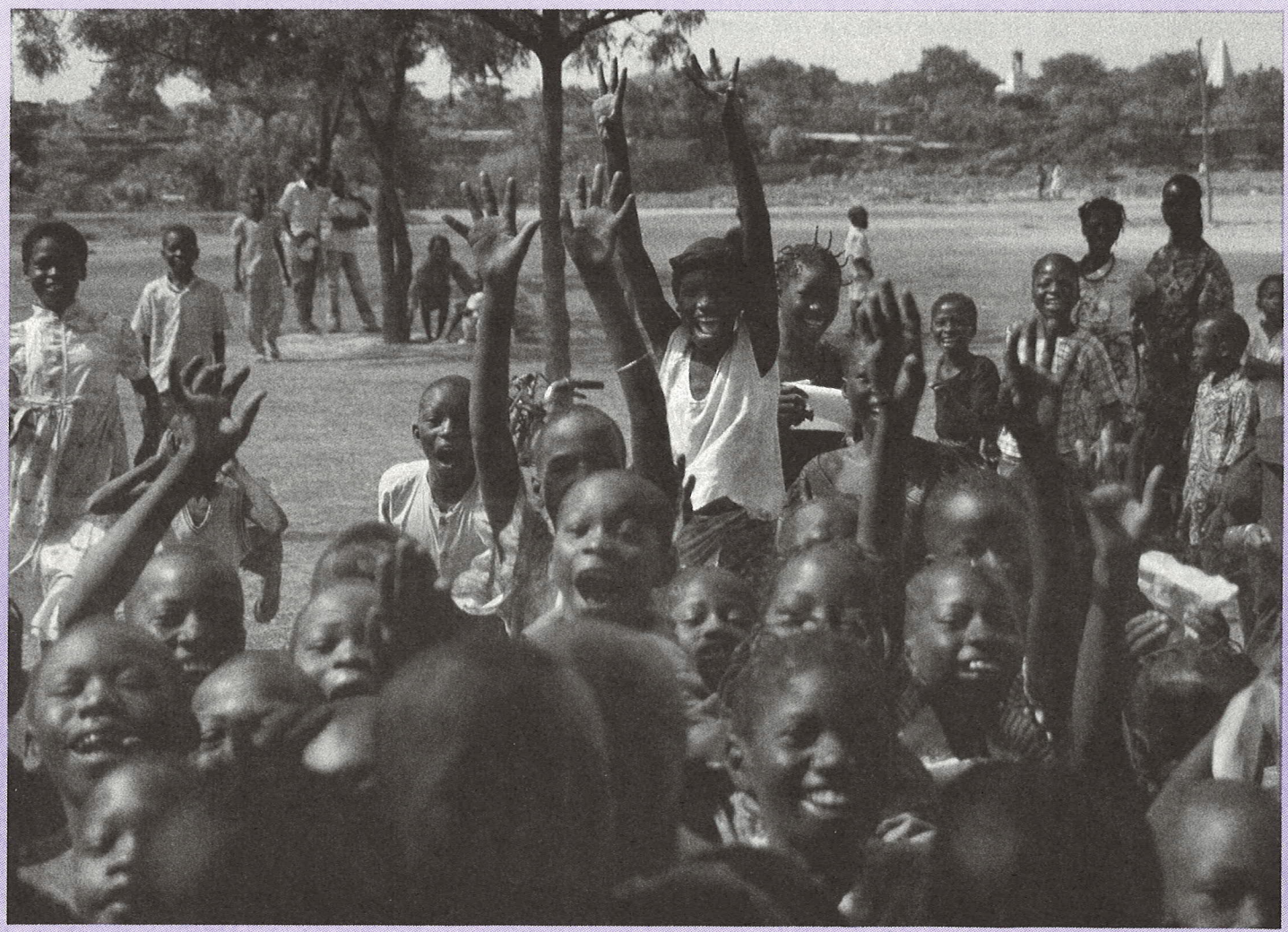
3$

CENTRE INTERNATIONAL CISO DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

SOLIDARITÉ

VOL. 15 Nº 1 9405, rue Sherbrooke est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 FÉVRIER 1993

BURKINA FASO...



patrie d'un peuple fier

Rapport de stage • octobre / novembre 1992

Pourquoi le Burkina Faso ?

Le Burkina Faso présente un visage particulier au niveau syndical en Afrique. Pour diverses raisons comme l'éloignement de la côte, une colonisation moins forte, une fierté culturelle évidente des habitants de ce territoire, le Burkina Faso n'a jamais connu de centrale syndicale unique. En effet, dans plusieurs pays africains, on constate l'existence d'un héritage de l'époque coloniale : une seule centrale liée au parti unique ou au parti du président.

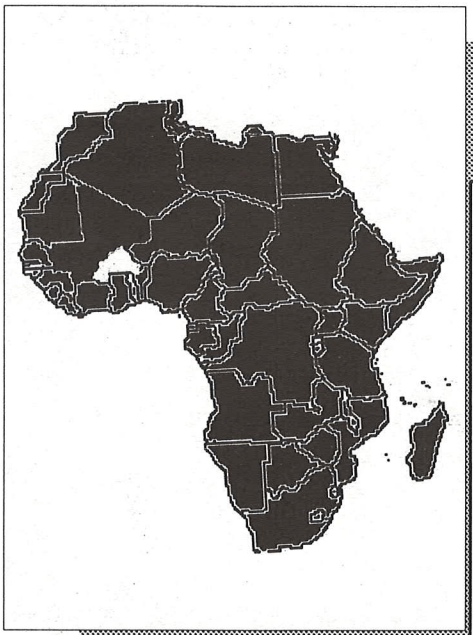
Dans ce pays, au contraire, on retrouve un syndicalisme vivant qui s'exprime en plusieurs centrales et syndicats autonomes combatifs. Depuis l'indépendance en 1960, c'est ce mouvement syndical populaire qui a joué le rôle d'opposition réelle aux différents pouvoirs politiques en place.

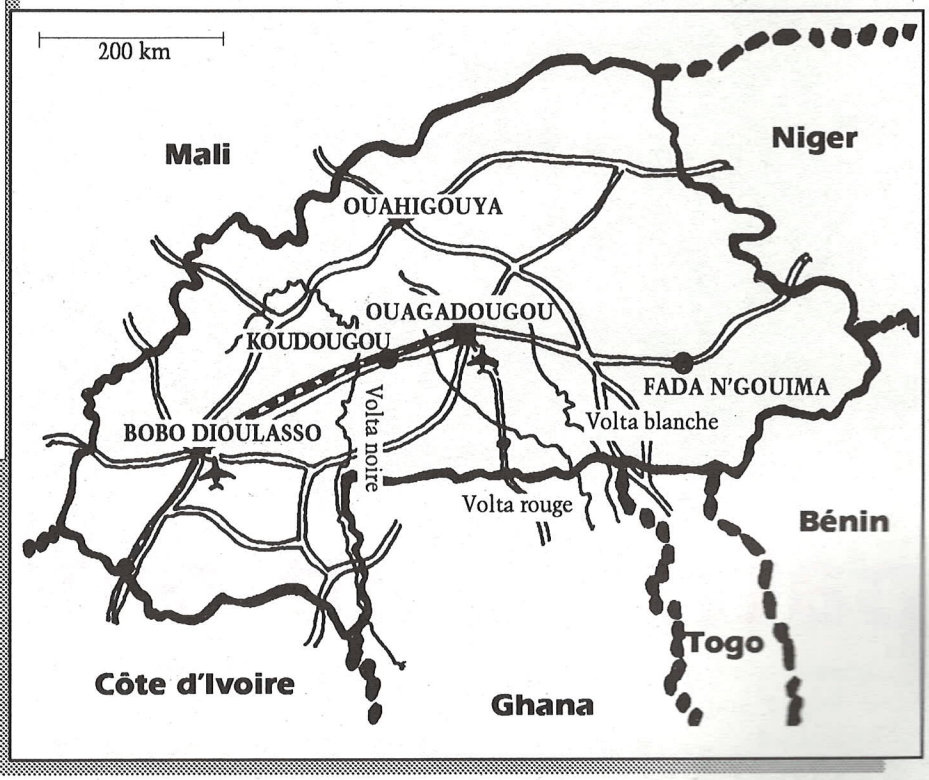
Cette originalité des Burkinabè quant à leurs traditions syndicales et leurs luttes exemplaires sous différents régimes non démocratiques a motivé notre choix de pays pour réaliser ce premier stage vers l'Afrique. On doit aussi noter qu'au Burkina Faso, bien que la population parle plusieurs langues nationales, la langue oficielle est le français. De ce fait, les échanges deviennent plus faciles et aident à la compréhension des réalités burkinabè.

En bref

- Population : 9 420 000 habitants
- Taux de croissance de la population : 2,9 %.
  La population du pays a doublé en 20 ans.
- Superficie : 270 000 km² (environ la moitié de la Gaspésie).
- Climat : une saison de pluie, de juin à septembre, et une saison sèche, les neuf autres mois.
- Capitale : Ouagadougou; 90 % des Burkinabè vivent à la campagne.
- Langue officielle : le français; autres langues : le moré, le dioula, etc.
- Religion : Animisme : environ 50 % de la population; l'islamisme, le christianisme.
- Production :
  - surtout agricole (riz, mil, sorgho, coton);
  - industrielle (agroalimentaire, dont le sucre).

  Le Burkina Faso souffre de défécit céréalier permanent.
- Indépendance : le 8 août 1960.
- Régime présidentiel électif : depuis 1992.
- Analphabétisme : 81,8 %; 90 % à la campagne.
- Indice de fécondité : 6,5 enfants
- Taux de mortalité générale : 22 %.
- Espérance de vie : 47 ans.
- Budget du pays : environ 450 millions $ (soit celui de l'Université Laval).
- Programme d'ajustement structurel (PAS) : signé avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en juin 1991.





Un nom chargé de sens : BURKINA FASO signifie *La patrie de l'homme fier*

Un stage en Afrique, dans quel but ?

À première vue, prendre l'avion pour deux semaines et aller en Afrique, cela peut paraître une chance merveilleuse, attrayante et même susciter beaucoup d'envie. Mais au fait, qu'en est-il ? Pourquoi aller au Burkina Faso, petit pays situé en bordure du Sahara, quand on a un travail ici, qu'on est engagé dans son syndicat, dans le mouvement des femmes ou dans un groupe communautaire ? Il y a tant à faire ici !

La première question qu'il faut se poser est celle-ci : l'Afrique présente-t-elle de l'intérêt pour les Québécoises et les Québécois ? À part ce que nous montre la télévision, à part ce qu'en disent des experts, des volontaires de retour ou des missionnaires, on sait peu de choses de l'Afrique. Qui plus est, si on est militante et militant, on éprouve une certaine solidarité pour les pays du Sud; les connaissances qu'on a, et même les expériences vécues, ont été en général orientées vers l'un ou l'autre des pays de l'Amérique latine. L'Afrique apparaît donc bien loin pour une majorité d'entre nous.

Aller en stage de solidarité au Burkina Faso pour deux semaines, c'est une tentative de briser ce mur de méconnaissance et d'indifférence envers l'Afrique. Car, quoiqu'on ait entendu, vu ou lu sur l'Afrique, on n'aura qu'une vue superficielle de ce grand continent riche d'une population jeune et pleine de potentiel.

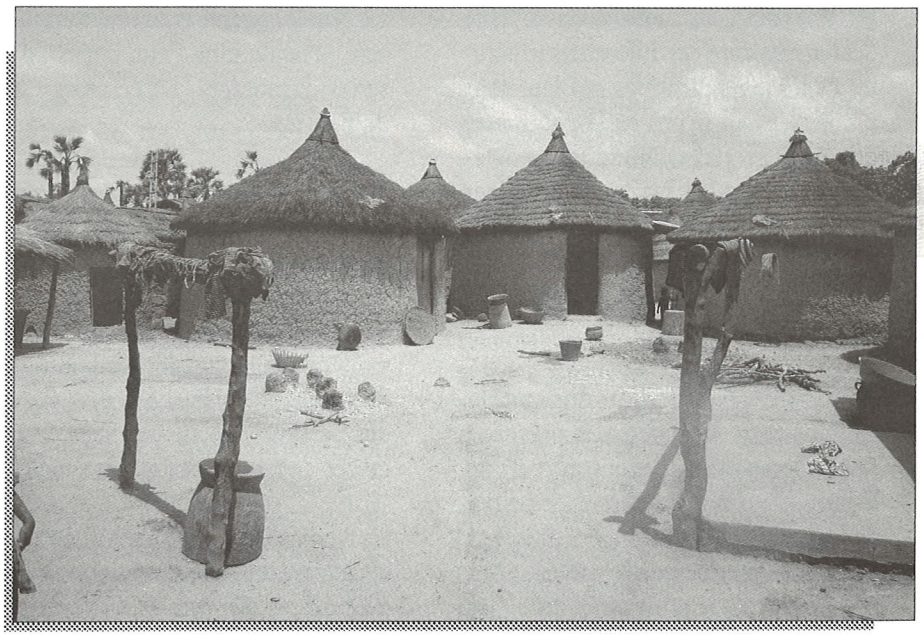
Ce mercredi 23 septembre, nous sommes partis fébriles et un peu anxieux face à l'inconnu. Régine Laurent, Ro Licata et Michel Léger, infirmières et infirmier, composaient la délégation de la FIIQ (Fédération des infirmières et infirmiers du Québec), Pierrette Gratton et Ghislaine Fleury, enseignantes, faisaient partie de la délégation de la CEQ (Centrale de l'enseignement du Québec). Quand on fait un stage de solidarité avec CISO, on pense immédiatement aux organisations syndicales, son champ d'intervention prioritaire au Québec. Nous avons donc rencontré en premier lieu les dirigeants de centrales syndicales, de syndicats de l'enseignement et de la santé en insistant pour que soient aussi présentes les femmes élues au sein des exécutifs. De plus, nous avons rencontré des représentantes d'organisations féminines et nous avons visité des équipements scolaires et de santé.

Le Burkina Faso est un pays essentiellement agricole; neuf habitants sur dix vivent à la campagne. Nous aurions eu une vision très partielle de ce pays si nous n'étions pas entrés en contact avec la population rurale. Nous avons donc visité des projets de développement dont deux visaient l'amélioration de la condition des femmes et leur auto-responsabilité.

Il est difficile d'exprimer dans un court rapport ce que deux semaines très denses ont pu apporter aux stagiaires. En dépit de la chaleur et de l'humidité, des conditions matérielles inhabituelles (nourriture et logement), mais dans une atmosphère de grande disponibilité et de générosité de la part de nos hôtes, les stagiaires ont pu saisir la nature et l'action des organisations syndicales burkinabé et comprendre la pénible condition des femmes burkinabè à l'échelle du pays. Tout en découvrant partout des besoins immenses, les stagiaires ont pu aussi percevoir un profond désir de se prendre en main et de s'organiser.

C'est ainsi qu'est née chez les stagiaires une volonté de se solidariser avec ces Africaines et Africains engagés au sein de leurs différentes associations. Elles et il ont déjà amorcé leurs travaux d'information sur le Burkina Faso. Cette solidarité naissante se développera à travers des échanges soutenus avec les syndicats et groupes de femmes de ce pays et aussi grâce à une tournée de trois Burkinabè au sein de nos organisations québécoises à l'automne 93.

ROGER SAUCIER
COORDONNATEUR DU STAGE



Le syndicalisme :
Une réalité bien différente...

MICHEL LÉGER

Avant notre visite au Burkina Faso, nous savions que le mouvement syndical était partagé entre plusieurs centrales syndicales et syndicats autonomes. On dit que 35 000 personnes sont syndiquées au Burkina Faso.

Les organisations syndicales ont un fonctionnement de type européen: les membres adhèrent individuellement à un syndicat quand celui-ci prône l'option politique qui leur convient. Dans un même établissement, les travailleuses et travailleurs peuvent être représentés par deux ou trois syndicats différents. Si le syndicat le souhaite, il peut s'affilier à la centrale qui est d'une même option politique. C'est donc dire que les revendications syndicales sont d'abord et avant tout d'ordre social et politique.

Nous voulions avoir une vue d'ensemble du syndicalisme, mais plus particulièrement des secteurs de l'éducation et de la santé. La CEQ et la FIIQ luttant pour la reconnaissance du travail des femmes dans notre société, il était aussi très important pour nous de voir la place des femmes dans ces différentes structures et les revendications qui leur sont propres. Nous avons eu l'opportunité de rencontrer six organisations syndicales: trois centrales : la CGTB, la CSB et l'ONSL, et trois syndicats: le SNEAB, un syndicat autonome; le SNESS, affilié à la CSB et le SYNTSHA, affiliés à la CGTB.

Nous savions que certaines divergences existent entre les différentes organisations. Cependant, une rencontre d'une heure ou deux ne nous permet certes pas de les cerner. Au contraire, à plusieurs reprises, les représentants syndicaux ont mentionné des actions unitaires ponctuelles, notamment à l'occasion du premier mai. Ainsi, le SNEAB et le SNESS ont fait front commun pour revendiquer des redressements salariaux et réembaucher certains d'entre eux congédiés arbitrairement.

Très peu de femmes sont présentes au niveau des exécutifs syndicaux. Il est cependant clair qu'elles veulent prendre leur place; il existe une volonté nettement exprimée par celles-ci afin de créer une Intersyndicale des femmes.

En novembre 1991, des états généraux du syndicalisme burkinabè avait lieu sous le thème «Dans le programme d'ajustement structurel (PAS) et l'État de droit naissant, quelles perspectives pour les travailleurs burkinabè?». Plus de 200 personnes issues de cinq centrales syndicales et de sept syndicats autonomes y assistaient. Une plate-forme de revendications a été adoptée. Certaines luttes ont été menées et beaucoup d'autres restent à faire. Car là aussi, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international suggèrent au gouvernement de réduire le déficit du pays et exigent du peuple qu'il se serre la ceinture. Au Burkina Faso, impossible de serrer davantage. La ceinture est au dernier trou ...

Tel qu'on pouvait le lire dans le journal Nation du lundi 18 novembre 1991, les objectifs de ces deuxièmes états généraux étaient de : **recenser les problèmes que connaît le monde des travailleurs, faire le point sur la situation du syndicalisme burkinabè, et dégager des perspectives susceptibles de renforcer l'action unitaire des syndicats.**

Le syndicalisme burkinabè nous a semblé être présent beaucoup par le biais des exécutifs et peu par les membres si ce n'est qu'en cas de conflits ou grands événements. Soulignons qu'entre les exécutifs et les membres de la base, il n'y a pas de structure de participation, ni de personnel pour assurer des services réguliers aux membres. Aucune cotisation syndicale n'est perçue à la source. Même si les cotisations sont minimes, peu de membres s'en acquittent, ce qui oblige les membres des exécutifs à fournir eux-mêmes des fonds afin de permettre au syndicat de fonctionner. Il n'en demeure pas moins que les équipes rencontrées sont pleines de dynamisme et soucieuses d'accentuer leur performance.

Même si les syndicats rencontrés nous ont dit ne pas faire de politique partisane, il nous a semblé que les divisions syndicales sont alimentées par les divergences des partis politiques.

Le syndicalisme régulier semble reposer sur les exécutifs; de plus, le travail effectué se fait de façon bénévole et ce, en dehors des heures de travail.

La plupart des organisations syndicales n'ont ni siège social, ni permanence.

Quelques jours avant notre visite, une conseillère de la CEQ avait animé une session de formation sur le rôle des femmes comme militantes syndicales. Cette rencontre fut fort appréciée et la presse nationale en a beaucoup parlé.

Leurs principales revendications sont semblables aux nôtres : **revaloriser la profession enseignante** et **réduire la tâche de l'infirmière**. L'enseignane ou l'enseignant qui a entre 90 et 150 élèves à s'occuper a un autre point de vue du fardeau de tâche.

L'infirmière(ier) , dans l'exercice de ses

fonctions, n'a pas le matériel de base pour assurer les soins primaires. On a beau dire que l'argent ne fait pas le bonheur, il en faut quand même pour s'assurer d'avoir le matériel nécessaire. On ne parle pas ici d'appareils sophistiqués, mais de draps, pansements, onguents antibiotiques, etc ...

Le syndicalisme burkinabè est bien vivant. Ses revendications ont des assises qui diffèrent des nôtres. Le courage est présent et la volonté de travailler à l'amélioration des conditions de travail guide ses actions.

Les centrales et syndicats rencontrés :

CGTB :	Confédération générale du travail du Burkina
CSB :	Confédération syndicale burkinabè
ONSL :	Organisation nationale des syndicats libres
SNEAB :	Syndicat national des enseignants africains du Burkina
SNESS :	Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur
SYNTSHA :	Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale

Sous l'arbre à palabres

GHISLAINE FLEURY

Une visite au village de Gouéra

On ne saurait prétendre visiter un pays d'Afrique sans se rendre dans un village en brousse, car la subsistance de la population dépend encore largement de la production rurale. Au Burkina Faso, neuf personnes sur dix vivent en milieu rural.

A Gouéra, l'Aide à l'enfance-Canada est présente depuis 1960. Le projet a permis d'organiser un magasin pour faire l'achat d'ustensiles de cuisine, de savon, de pétrole et autres produits domestiques. On a mis sur pied une forge, un moulin et on cultive collectivement des champs de sorgho afin de créer une banque de céréales. On a le projet d'acheter une paire de bœufs.

Après la visite et en termes voilés, les deux animatrices burkinabè responsables du projet nous ont marqué leur impatience vis-à-vis le peu de changement malgré une présence de plus de trente ans. Les traditions pèsent lourd dans le projet. Les femmes sont encore la propriété des maris et font tout le travail des champs sans en recueillir les bénéfices. Après tous ces efforts, elles ont à peine acquis le droit de parole. Lors de notre visite, nous avons été accueillies par les notables du village sous l'arbre à palabres. Sur une trentaine de personnes, il y avait peut-être sept femmes; les enfants étaient gardés à l'écart. Nos échanges se sont faits d'abord avec le chef du village par l'entremise d'un interprète. Après environ vingt minutes, d'autres hommes se sont exprimés. Ce n'est que près d'une heure après le début de la rencontre que les quelques femmes présentes ont pu s'adresser à nous. Pourtant, ce sont elles qui réalisent le projet et font le travail!

Les femmes nous disent à l'écart des hommes qu'elles travaillent beaucoup et que c'est aux hommes que ça profite. Malgré tout, ce projet aura permis de faire une brèche dans la tradition, synonyme du pouvoir absolu des hommes, par une amorce de prise de parole des femmes, par l'acquisition d'une certaine autonomie financière et par l'alphabétisation de quelques-unes.

Le développement par les femmes

GHISLAINE FLEURY

L'un des objectifs prioritaires de ce stage visait à prendre connaissance des nombreuses initiatives mises sur pied par les ONG afin d'améliorer les conditions de vie des femmes burkinabè.

Pour ce faire, nous avons d'abord rencontré deux groupes de femmes qui se sont spécialisées dans la communication et la formation; d'autre part, des regroupements de femmes qui participent à différents projets, sous la responsabilité de l'Aide à l'enfance-Canada et du CECI (Centre canadien d'études et de coopération internationale).

RECIF, Réseau de communication, d'information et de formation des femmes dans les ONG

Ce réseau date de quelques mois à peine. Il regroupe déjà trente organisations et ce nombre ne cesse d'augmenter.

RECIF a vu le jour à la suite d'un besoin des femmes qui travaillent dans les ONG de briser leur isolement et d'échanger sur des moyens de faciliter leur travail auprès des femmes. Il y a souvent décalage entre ce que rapportent les textes officiels sur la place que les femmes occupent dans les ONG et la réalité de l'espace véritable et de l'autonomie d'action qu'on leur laisse. Cette situation a pour conséquence de les priver de moyens vraiment efficaces pour agir auprès des femmes dont les besoins sont criants.

Ensemble, ces intervenantes ont développé une approche très stimulante pour recueillir les besoins identifiés par les femmes. A l'aide d'un théâtre-forum, elles font ressortir leurs préoccupations : par exemple, «Comment se faire aimer davantage par son mari?»

A la suite de la représentation du théâtre-forum, dans un premier temps, on sépare les femmes des hommes pour faire la discussion; en présence de son conjoint, une femme ne parle pas. Une fois qu'on a précisé les besoins prioritaires, on trouve dans le milieu des partenaires afin d'y répondre.

Lors de notre rencontre, le groupe travaillait à la réalisation d'une émission de radio de trente minutes diffusée chaque matin en plusieurs langues régionales.. Il faut savoir que la radio représente le moyen de communication et d'information par excellence, y compris dans les villages très isolés du pays.

Un portrait des femmes burkinabè

▪ Population	51,8 %	▪ Éducation et santé des enfants	100 %
▪ Analphabétisme	98 %		
▪ Taux de natalité	6,5 enfants		
▪ Système matrimonial Polygamie	1 à 4 femmes	DANS LES CAMPAGNES	
▪ Excision	± 95 %	▪ Labours à la main	30 %
▪ Occupation urbaine	Majoritairement vendeuses de rue	▪ Ensemencement	50 %
		▪ Élevage	50 %
▪ Fonction publique	22 %	▪ Récoltes	60 %
▪ Travaux domestiques	95 %	▪ Sarclage	70 %
		▪ Récoltes	85 %

▪ En général, les femmes travaillent durement de 5 h du matin à 9 h du soir.
▪ Malgré tout, depuis quelques années, les femmes se regroupent au sein de multiples associations locales, régionales et nationales, dans le but de se prendre en main, de trouver leur dignité et leur fierté en tant qu'être humain, et de faire reconnaître leur importance au sein de la société burkinabè.

GREFFA, Groupe de recherches, d'études et de formation femmes-action

Ce groupe de femmes a été créé en août 1988 et est membre du réseau RECIF dont on a traité auparavant.

L'action de ce groupe est toujours précédée par une étude du milieu. Ce groupe est d'ailleurs formé de femmes ayant acquis une formation supérieure. Elles nous ont remis plusieurs productions faisant état des données recueillies lors de leurs recherches.

GREFFA a priorisé deux projets :

- Le premier vise à former à la gestion du crédit plus de deux cents vendeuses de fruits et légumes de la ville de Ouagadougou.

Souvent, les vendeuses obtiennent un crédit afin d'acheter en grande quantité des produits agricoles qu'elles revendent avec profit. Cependant, il arrive fréquemment qu'elles utilisent ce crédit à d'autres fins; par exemple, pour acheter un médicament pour un enfant malade. Alors, quand arrive le temps de rembourser le prêt, elles ne possèdent pas l'argent nécessaire et perdent leur cote de crédit. La formation aide les femmes à comprendre la nécessité de prévoir les besoins à plus long terme et ainsi, conserver les moyens d'améliorer le sort de toute la famille.

- Le deuxième projet informe les femmes de leurs droits.

Les droits des femmes inscrits dans le Code de la famille et de la personne sont considérés comme avant-gardistes en regard de la situation réelle des femmes burkinabè. Quand elles connaissent l'existence de ces droits, les femmes sont alors mieux en mesure de se défendre contre les différentes formes d'abus dans la famille. Dans le cas des marchandes, ces abus de pouvoir se produisent souvent lorsqu'elles doivent traverser les frontières entre les provinces et entre les pays.

Le groupe GREFFA tente de mettre sur pied une fédération afin de faire respecter les droits des femmes au-delà des frontières.

La recherche qui précède ce projet de regroupement couvre la réalité dans trois pays. Elle est financée par le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique de Montréal.

On constate que malgré une situation de domination ancrée dans les traditions et qui couvre l'ensemble de leur réalité, certaines femmes réussissent à mettre en place des moyens originaux et efficaces pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Les groupements féminins de Banfora

Dans la petite ville de Banfora, située au sud-ouest du pays, nous avons rencontré quatre groupements féminins. Ces femmes nous ont attendus malgré un retard de deux heures pour nous montrer leurs productions ou nous expliquer leur projet.

Un premier groupe fabrique de la pâte d'arachides, de la farine de maïs et de la farine enrichie pour les bébés qui souffrent de malnutrition. Habituellement, les mères allaitent leur bébé jusqu'à l'âge de quinze mois, à cause des carences alimentaires de la mère, le bébé souffre de malnutrition. Avec la farine enrichie, le bébé est plus gros et en meilleure santé. La commercialisation des produits est assurée dans chaque secteur de la ville. Un deuxième projet permet aux femmes, en se regroupant, d'acheter le bois et le charbon en grande quantité et de le transporter pour le revendre en petite quantité là où il est plus rare. Le troisième groupe fait de la teinture et le quatrième de la vannerie.

Auparavant, les femmes fabriquaient leurs produits individuellement et le seul marché qui s'offrait à elles était leur environnement immédiat. En se regroupant, elles peuvent produire en plus grande quantité, se procurer les matières premières à meilleur prix et défrayer les coûts de voyage et de séjour de certaines d'entre elles qui vont écouler la marchandise jusqu'à la capitale, Ouagadougou. Là-bas, elles peuvent les vendre plus du double du prix.

Malgré les difficultés que rencontrent ces femmes, nous les avons trouvées joyeuses et de contact très chaleureux ... Elles étaient fières, et avec raison, de nous faire goûter leurs produits. Nous sommes repartis avec des échantillons de leur production.

Elles étaient fières, et avec raison, de nous faire goûter leurs produits.

Gravé dans ma mémoire

Je voulais voir un pays d'Afrique et rencontrer des femmes africaines. Mon court séjour là-bas a pleinement répondu à mes attentes.
Je sais maintenant, encore mieux, que des humains qui ont les mêmes besoins que les miens vivent encore, malgré le développement phénoménal de la technologie, dans des conditions de vie primaires.
Les moments d'échanges entre femmes ont permis de découvrir et partager les nombreux aspects similaires de nos vies de burkinabé et de québécoises. Les femmes burkinabé sont très surprises d'apprendre que beaucoup de Québécoises sont pauvres, victimes de violence et que nos acquis sont récents.

Ce stage a permis de partager les moyens développés par les unes et les autres. Notre solidarité et notre aide ne solutionneront pas à leur place les nombreux problèmes auxquels ces populations sont confrontées. Cependant, les personnes qui coopèrent àdes projets mis sur pied par les ONG réussissent malgré peu de moyens, à améliorer les conditions de vie de beaucoup de gens. Au-delà de cette aide ponctuelle et limitée, il me semble primordial de cultiver l'espoir, la confiance dans les moyens que les Africaines et Africains définiront et se donneront eux-mêmes grâce à notre support.

Ghislaine Fleury

Je ne connaissais l'Afrique que par les livres ou par certains films ou par les documentaires télévisés.
J'ai aimé les paysages et les gens.
J'ai rencontré des hommes beaux et des femmes belles.
J'ai partagé l'espoir des femmes pour un avenir meilleur.
J'ai partagé l'optimisme des éducateurs des enfants de la rue.
J'ai partagé les aspirations des directions syndicales.
Surtout celles des femmes.
Je n'ai pas aimé ma position de privilégiée face au dénuement de ces «hommes fiers».
J'ai pleuré sur l'avenir réservé aux nouveau-nés de l'hôpital.
Surtout sur celui des petites filles.
Je suis triste devant le dénuement des petits enfants de la rue.
Je suis triste devant l'excision des petites filles.
Je suis triste à la pensée des 98 % de petites filles et des 80 % de petits garçons qui ne vont pas à l'école.
Je suis triste quand je pense aux femmes qui s'épuisent et continueront à s'épuiser dans une société qui oblige les femmes à mourir lentement dès leur naissance.
Cependant, j'ai aimé ce coin d'Afrique, tellement aimé que je rêve d'y retourner.

Pierrette Gratton

Merci à vous tous rencontrés au Burkina, pour tant d'hospitalité, pour la générosité de votre temps.
Merci à mes sœurs de là-bas pour ces moments de complicité, où dans la simplicité qui vous caractérise, vous avez partagé des parcelles de vos vies.
Merci au groupe de ce stage pour son sérieux, son humour, ses discussions franches, son harmonie.

Régine Laurent

En 1979, en revenant de Nairobi, Kenya à Montréal, je m'étais juré de retourner en Afrique le plus tôt possible (j'espérais d'ici quelques mois). Le fait de voyager sac au dos dans huit pays africains avait changé pour toujours ma perception du monde et de notre culture nord-américaine. Lorsque je suis rentrée au Québec, certains aspects de la vie m'apparaissaient difficiles à accepter, voire intolérables. Le gaspillage de nourriture, la recherche constante de biens matériels évoquaient des images d'Afrique : des images de jeunes enfants qui partageaient une poignée de cacahuètes avec leurs jeunes frères et soeurs; l'image d'une calebasse africaine qui servait de bol à nourriture et de bol à boire pour toute la famille, un système qui me semble plus rationnel que nos armoires remplies de verres, de tasses et d'assiettes de toutes les formes et de toutes les couleurs, auxquels nous accordons une si grande importance.

Je n'ai pu retourner en Afrique avant le mois de septembre 1992, alors que l'occasion s'est présentée de participer à un stage CISO et de faire partie d'un groupe de stagiaires au Burkina Faso. Ma joie était tempérée par la conscience que j'avais des difficultés qui nous attendaient. Il fallait s'attendre à l'absence d'eau potable, d'hébergement confortable et au risque d'être exposés à des maladies graves.

En descendant de l'avion au Burkina Faso, la première chose que je vis fut la splendeur des savanes qui entouraient l'aéroport. Cependant, la présence militaire me rappelait qu'on pouvait être arrêtés et interrogés en tout temps et que la liberté avait ses conditions.

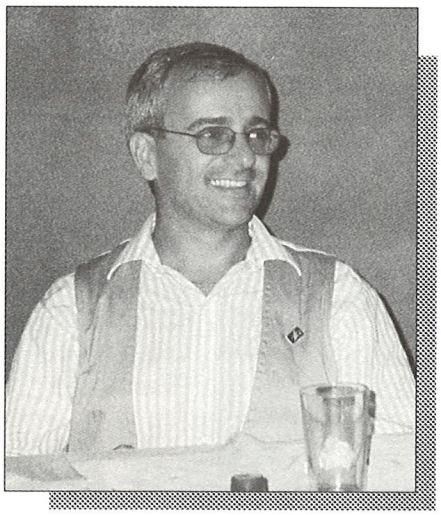
Pendant les deux semaines qui suivirent, nos discussions avec des groupes de femmes, des militants syndicaux et d'autres militants de la société burkinabè, ont ajouté une dimension à ma compréhension de la culture africaine. Celle-ci m'a fortement impressionnée et inspirée. Des groupes burkinabè bien organisés s'attaquent présentement aux problèmes du manque d'eau, de nourriture et d'autres biens fondamentaux. La motivation et la détermination de ces gens m'ont sans cesse étonnée.

Une fois de plus, je me demande quel hasard, ou quel jeu de la destinée, détermine la partie du monde où nous naissons.

Une fois de plus, l'Afrique m'a servie une leçon. L'hospitalité généreuse des Africains qui partagent leurs ressources même si celles-ci nous paraissent très maigres. La beauté, la fierté et la force des femmes africaines, qui nourrissent et voient aux soins de leurs familles et remplissent un rôle traditionnel épuisant, tout en étant à l'écoute lorsque la situation se présente pour elles d'apprendre comment les femmes vivent ailleurs. Les rires et les chants accompagnent le travail dur qui est le lot quotidien des Africains.

Une fois de plus, je me suis dit qu'on ne pouvait commencer à comprendre notre propre culture que quand on commence à comprendre celle des autres.

Ro Licata



Peu de temps après l'arrivée, le dépaysement fut complet; je me suis même demandé dans quoi je m'étais embarqué!

Partout où on est allé, la chaleur de l'accueil était toujours la même. Le séjour fort intéressant.

J'ai été impressionné de voir l'ardeur au travail et l'acharnement de ce peuple qui travaille avec peu de moyens.

J'admire le travail effectué par les différents groupes de femmes rencontrés dans les villages, leur détermination à se prendre en charge.

C'est gênant de se voir traiter comme une personnalité importante.

Une expérience à jamais gravée dans ma mémoire.

Le goût d'y retourner.

Michel Léger

Le goût d'y retourner

Le système d'éducation

Relever le grand défi de la liberté et de la démocratie

PIERRETTE GRATTON

Alphabétisation, scolarisation, éducation...

Le développement du Burkina Faso passe nécessairement par l'alphabétisation car le degré d'éducation en général et de scolarisation en particulier constituent un paramètre important en vue de mesurer la situation d'un pays en termes de développement.

Le système d'éducation du Burkina Faso

Le système d'éducation du Burkina Faso peut se comparer au système français dans son fonctionnement. Tous les niveaux d'enseignement existent du primaire jusqu'au premier cycle universitaire. Le quart du budget national y est consacré.

Dans le secteur de l'enseignement formel, le niveau primaire seul est obligatoire et gratuit. Cependant, le taux d'analphabétisme atteint 90 %. Le système scolaire ne peut absorber qu'un enfant sur cinq. La répartition des structures d'éducation est inégale. Enfin, le taux d'encadrement est faible : un enseignant pour soixante élèves [1]. Il est fréquent de rencontrer des classes de 100 à 125 élèves. La suppléance n'existe pas... Les collègues prennent en charge les élèves laissés «libres» par l'absence d'une enseignante ou d'un enseignant et ce, sans rémunération supplémentaire, une situation qui ne facilite ni la tâche ni l'apprentissage !

En outre, la fréquentation de l'école primaire demeure faible car elle entraîne des frais (habillement, matériel scolaire, etc.) et de longs déplacements. De plus, elle prive les familles rurales d'une main-d'oeuvre utile : par exemple, les filles doivent transporter l'eau et les garçons, garder les troupeaux.

L'enseignement non formel

L'enseignement primaire non formel comprend l'Education rurale, les Medersas, les écoles coraniques, l'école des sourds-muets et l'alphabétisation des adultes. L'**École démocratique et populaire** parrainée par un syndicat de base de la CGTB et l'**Université populaire africaine** parrainée par le SNESS organisent également des écoles du soir où adultes et enfants accèdent à la lecture et à l'écriture.

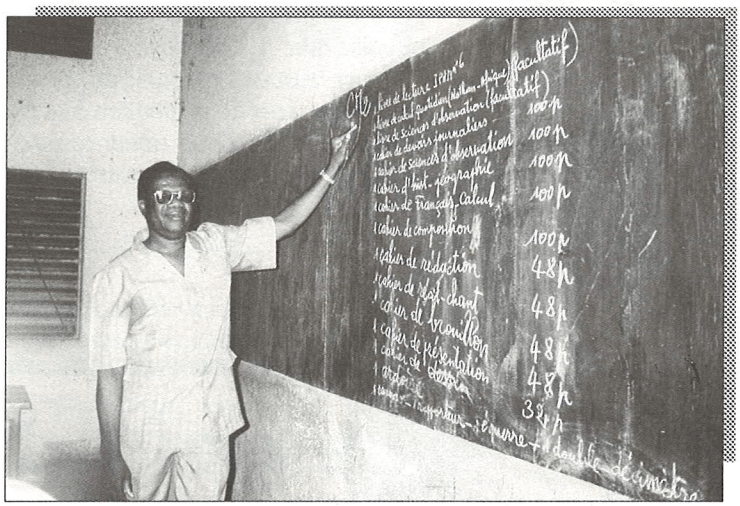
L'analphabétisme plus grave chez les filles

La place des filles dans la scolarisation est encore plus préoccupante : dans le bassin des enfants qui ont accès à l'école (45 %), les filles ne sont scolarisées qu'à 36 % alors que les garçons le sont à 64 %.[1] Une campagne d'alphabétisation en 1988 a rejoint quelque 10 000 femmes. À cause des nombreuses heures allouées aux obligations domestiques et familiales, elles sont désavantagées au niveau de l'éducation et de la formation professionnelle.

Conclusion

Former et éduquer les jeunes et particulièrement les filles, c'est les doter d'outils importants pour assurer l'avenir de la société. À l'heure actuelle, les femmes sont toujours en position d'infériorité et elles sont privées du savoir et des possibilités d'améliorer leur condition.
Former et éduquer les jeunes, c'est aussi relever le grand défi de la liberté et de la démocratie.

1 UNICEF, OUAGADOUGOU, pp 22 et 23



Les enfants de la rue

La cour aux cents métiers

«La cour aux cent métiers» compte un bâtiment principal et des annexes à ciel ouvert ou sous un abri rudimentaire. Ainsi, on traite les premiers soins dans la case santé. On apprend les rudiments de l'alphabet et du calcul à l'école. Des menuisiers du quartier encadrent des jeunes qui s'initient à la menuiserie en fabriquant des bancs ou autres articles d'usage courant. Les bénévoles qui oeuvrent au sein de La cour aux cents métiers sont issus d'un mouvement chrétien international (ATD Quart Monde).

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO)

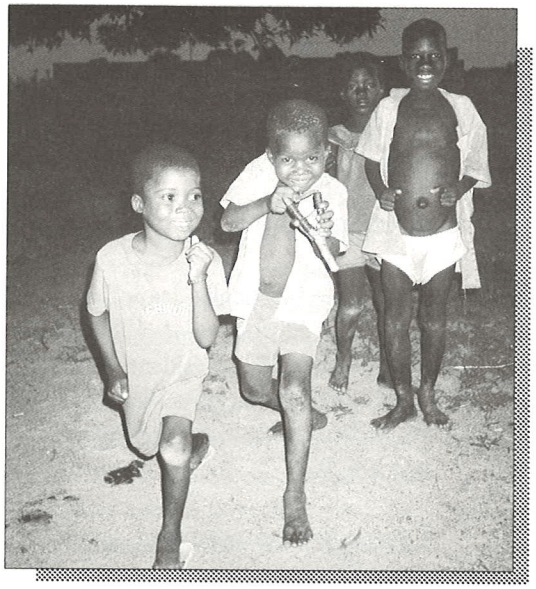
L'Action éducative en milieu ouvert occupe une modeste place dans l'éducation et la rééducation des enfants et adolescents. Créée en 1989, l'AEMO est une approche psychopédagogique basée sur l'adhésion volontaire du jeune aux propositions qui lui sont faites. Ce projet a démarré en juillet 1991. L'équipe AEMO est formée de quatre éducateurs sociaux et d'un éducateur spécialisé qui agit comme responsable.

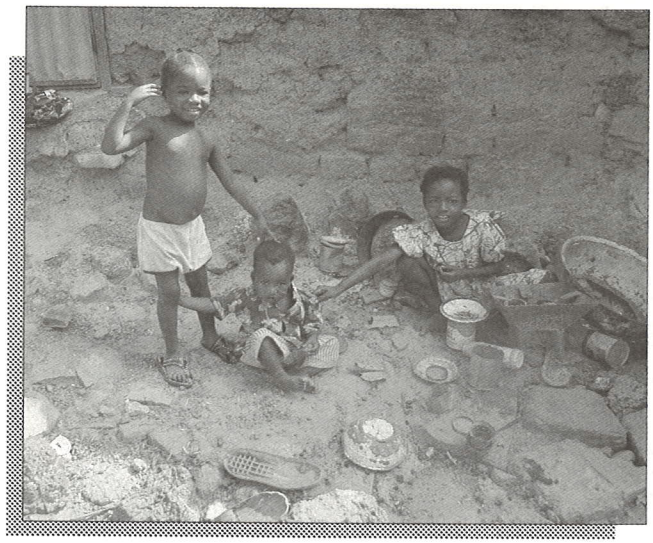
Les groupes cibles du projet

Selon le dernier recensement de 1990, Ouagadougou compte environ 2 300 enfants ou jeunes qui vivent dans la rue. L'AEMO s'occupe en priorité de ceux qui se trouvent dans un extrême dénuement, ou sont exposés à l'utilisation de drogues, entraînés à la prostitution ou au vol, ou ont un besoin urgent d'appui pour démarrer ou consolider un métier.

Les domaines d'intervention

L'AEMO voit à l'amélioration et à l'intégration des services de base pour les jeunes comme par exemple les soins de santé primaires, d'hygiène personnelle et de nutrition, l'orientation en psychopédagogie et en alphabétisation et enfin la récréation et l'animation socioculturelle. Finalement, l'AEMO s'occupe de sensibiliser les institutions et le public quant à la possibilité de réinsertion de ces jeunes; elle s'occupe également de promouvoir et d'appuyer les réseaux et les activités communautaires en faveur des jeunes du projet. L'UNICEF, l'Aide à l'Enfance-Canada et Enfants du Monde sont les partenaires financiers du projet.





Un peu d'espoir

Si les enfants de la rue vont pieds nus, c'est qu'ils n'ont pas d'argent pour s'acheter des souliers. S'ils quêtent ou volent, c'est pour manger. Au Burkina Faso beaucoup d'enfants doivent travailler dès l'âge de sept ou huit ans pour vivre ou aider à nourrir les membres de leur nombreuse famille. Il est bien évident que les soins de santé sont pour eux inexistants. Des équipes comme celles de l'AEMO et celle de La cour aux cents métiers contribuent à redonner de l'espoir à ces jeunes qui n'en avaient plus.

La santé
Tout mettre en œuvre

RÉGINE LAURENT

Des revendications syndicales

Le Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (SYNTSHA) a vu le jour en décembre 1965. Il est affilié à la CGTB, la Confédération générale des travailleurs burkinabè. Entre 1987 et 1991, le SYNTSHA a agi dans la quasi-clandestinité, toute réunion syndicale étant réprimée. D'ailleurs, le dernier secrétaire général a purgé une peine de 45 jours de prison. Dans ce contexte, parler de recensement des membres est illusoire. Au sein de l'exécutif du SYNTSHA, nous retrouvons, entre autres, un nutritionniste, une infirmière, un chirurgien, un attaché de santé et un technicien de laboratoire.

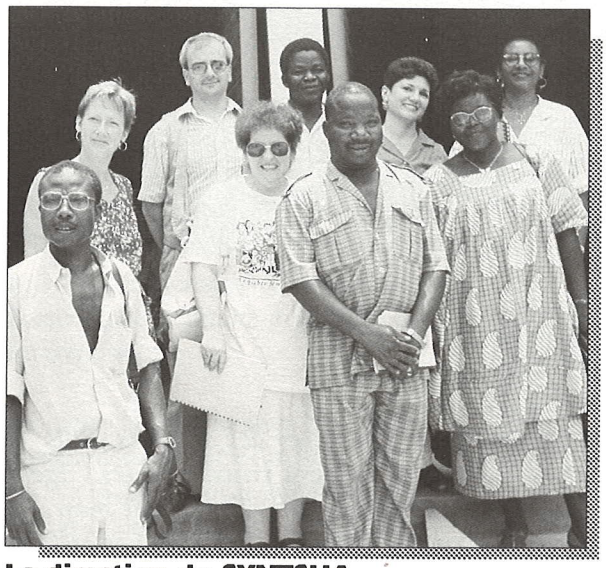
En réponse à nos questions plus spécifiques sur les infirmières, les dirigeants du syndicat justifient leurs revendications. À cause du PAS (Programme d'ajustement structurel) imposé par le FMI[1]; l'avancement d'échelon n'est pas rémunéré; depuis deux ans, il n'y a pas de promotion. Le chômage atteint aussi les médecins. La profession infirmière est dévalorisée, entre autres par déclassement. Le syndicat veut donc travailler à ce que les infirmiers et infirmières puissent accéder à des niveaux supérieurs. En outre, l'amélioration des conditions de travail est prioritaire puisqu'il s'agit d'une corollaire à l'amélioration des soins dispensés. La surcharge de travail est frappante dans certains dispensaires; trois infirmières pour onze écoles qui regroupent chacune jusqu'à 7 000 élèves. Les affectations se font par concours. Les infirmiers et infirmières d'état posent des diagnostics, débutent un traitement et décident du transfert des patients.

Pour la compréhension de l'organisation des études, nous comparons avec les diplômes connus ici. Un tronc commun de deux ans mène à un diplôme d'infirmière équivalant à peu près à l'infirmière auxiliaire d'ici. Avec un an de plus d'études, on obtient le titre d'infirmière d'état, lequel équivaut à l'infirmière d'ici ayant un cours collégial. Par la suite, pour chaque année d'étude supplémentaire, on est attaché de santé, puis conseiller de santé. Tout niveau d'études procède à des actes délégués différents.

Cet entretien s'est déroulé dans un petit local à la Bourse du travail. Le lendemain, la visite du Centre hospitalier national Ouédraogo de la capitale est un choc. Certaines n'ont pu poursuivre jusqu'à la fin. Nous y constatons un manque important de médicaments, de compresses et même du matériel minimal indispensable. Nous nous questionnons sur l'apprentissage des principes d'asepsie. Par contre, la pouponnière et le département de réadaptation pour enfants se rapprochent des normes d'hygiène.

Selon le SYNTSHA, les conditions empirent depuis l'application du PAS et ce, tant pour les professionnels de la santé que pour les patients. Comme bien d'autres organisations, ce syndicat continue d'en dénoncer les effets.

[1] Contrat signé entre le gouvernement et le Fonds Monétaire International (FMI) qui permet au Burkina Faso d'obtenir des crédits pour le développement, moyennant des contraintes importantes : limitation dans l'emploi de la fonction publique, limitation dans les salaires, coupures dans les services sociaux etc.



La direction du SYNTSHA et les stagiaires

L'Amicale des infirmières

L'Amicale burkinabè des infirmières (l'ABI) a été fondée en 1989. Nous avons rencontré la présidente et membre fondatrice, Madame Blanche Toé. Au Burkina, cette profession est masculine à 90 %.

L'Amicale a été créée pour permettre aux infirmières d'avoir un cadre de concertation et de mobilisation. Elles veulent pouvoir se connaître et se rassembler pour traiter des problèmes liés à la profession : tout cela dans le but de promouvoir la santé de la population. C'est d'ailleurs un des seuls groupes avec qui nous avons abordé ouvertement la question du SIDA.

L'Amicale veut répondre aux besoins spécifiques des infirmières, ce qu'elles n'ont pas à l'intérieur de leur syndicat le SYNTSHA, lequel regroupe tous les travailleurs et travailleuses de la santé humaine et animale. Certaines pensent à former un syndicat d'infirmières. Les revendications mises de l'avant par l'Amicale concernent le salaire, le reclassement, l'augmentation de la formation.

L'Amicale a des bureaux dans dix régions. La perception de la cotisation mensuelle est ardue. L'amicale a la préoccupation d'outiller les intervenantes. Tous ces objectifs reposent sur le bénévolat et le militantisme.

L'ABI concentre ses efforts à sensibiliser la population par le biais de causeries sur des sujets souvent épineux : l'excision, le SIDA, la vaccination, etc. En ce qui concerne le SIDA, elles ont encore un énorme boulot; leur programme d'activités est échelonné sur deux ans. Même si les condoms sont disponibles un peu partout à un coût abordable, les consultations pour le SIDA se font encore la nuit. Le rejet social et le peu de places disponibles dans les centres hospitaliers font que les sidéens sont parfois rejetés à la rue. Il faut aussi s'évertuer à contrer ce nouveau comportement qui fait que les hommes vont vers les jeunes filles de quatorze ou quinze ans, afin de se protéger d'éventuelles porteuses du virus.

Nous avons appris par un journal local que pendant notre séjour, des infirmières et infirmiers venus des quatre coins du pays, réunis en assemblée générale, décidaient de la création du Syndicat autonome des infirmiers et infirmières du Burkina et mandataient le bureau provisoire de tout mettre en oeuvre pour la convocation dans les plus brefs délais d'un congrès constitutif.

Partager des secrets millénaires

C'est dans le Comoè, province au Sud-Ouest du Burkina Faso, que se situe la ville de Banfora. Dans la cour intérieure de l'hôpital de cette ville, nous avons eu la chance de visiter la **pharmacopée traditionnelle** (Phytothérapie).Ce projet a été initié avec l'aide de l'ACDE en 1983 (ancien Aide à l'enfance-Canada). L'idée de la pharmacopée a été mise sur pied dans le but de mettre la médication traditionnelle au service de toute la population, et ce, quel que soit son lieu de résidence.

Un pharmacien est responsable de la clinique; quinze autres permanents y œuvrent dont les infirmiers qui s'occupent des consultations et sont en contact étroit avec les guérisseurs. Ces derniers ont été une soixantaine à accepter de partager leurs secrets millénaires et ainsi assurer la pérennité de ces traditions.

La matière première provient de deux sources :

- la récolte de plantes et racines à l'état sauvage par des contrats avec les paysans;
- la culture.

Ils réussissent à stocker suffisamment pour répondre à la demande et ce, même durant la saison des pluies. Une quarantaine de produits sont maintenant disponibles sous différentes formes: sirop, thé, gellules, pommade.

Divers facteurs peuvent expliquer l'engouement des Burkinabè pour la pharmacopée traditionnelle :

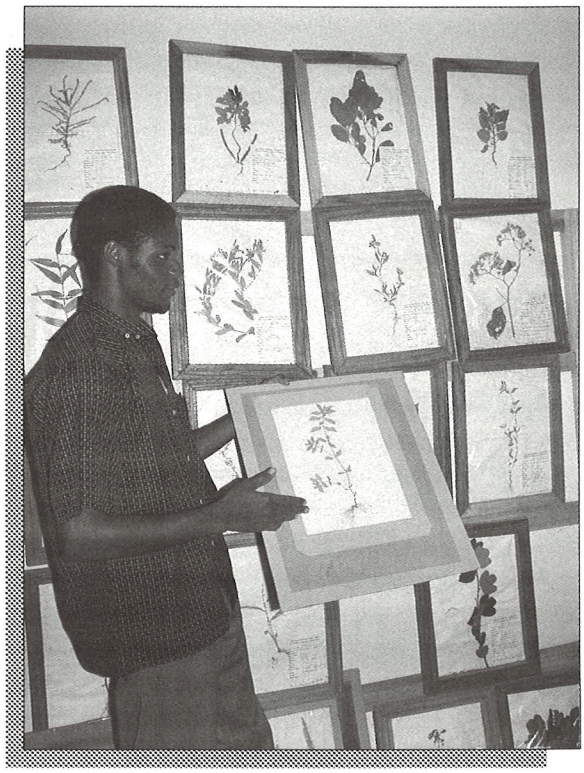
- le facteur culturel : les gens ont l'habitude de soigner par les plantes dans les villages;
- l'économie : les produits sont moins chers;
- une plus grande tolérance : la toxicité est presque nulle.

Les objectifs de départ ont été largement atteints.Depuis deux ans, la pharmacopée s'autofinance et les produits se retrouvent dans la plupart des pharmacies du Burkina. Un volet important de recherche s'est ajouté au fil des ans pour réussir à contrer les maladies locales les plus répandues en utilisant les matières premières disponibles dans le pays.

Nous, Nord-Américains qui utilisons à outrance les produits chimiques et subissons les effets du monopole des compagnies pharmaceutiques, devrions garder un oeil intéressé sur ce type d'initiative. La pharmacopée de Banfora est sollicitée par plusieurs pays; pour l'avenir, on explore des pistes en vue de l'exportation.

Jadis nos grand-mères soignaient de façon naturelle; parmi toutes leurs recettes, quelques-unes devaient sûrement être valables. Où sont-elles passées?

Divers facteurs expliquent l'engouement des Burkinabè pour la pharmacopée traditionnelle : les gens ont l'habitude de soigner par les plantes , les produits sont moins chers, la toxicité est presque nulle.



Les sages-femmes
La tradition à l'avant-garde

Ro Licata

Au Burkina Faso, la sage-femme est la principale intervenante qui suit les femmes pendant la grossesse, l'accouchement et les soins post-partum. Les sages-femmes diplômées au Burkina Faso sont des professionnelles autonomes qui ont suivi un cours postsecondaire de trois ans à l'École nationale de santé publique. Environ douze sages-femmes sont diplômées chaque année, un ratio de une sage-femme par 28 000 habitants.

Lors de notre visite à la «Clinique pour la promotion de la santé familiale», de Ouagadougou, dirigée par des sages-femmes, nous avons été accueillies par Madame Marie-Rose Bomogo, secrétaire de l'Association burkinabè des sages-femmes. Nous avons visité les locaux de la clinique. Les salles d'examens contiennent des articles de base comme ceux que nous voyons dans toutes les cliniques d'obstétrique du Québec sauf les appareils technologiques, le moniteur foetal et la machine à échographie.

Les sages-femmes nous ont dit que les complications les plus fréquentes sont la hausse de la tension artérielle, l'anémie et les problèmes cardiaques. Les patientes avec de telles complications sont envoyées à l'hôpital pour accoucher. Toutefois, comme les femmes ont en moyenne sept enfants, elles n'ont souvent pas le temps de se rendre à l'hôpital et accouchent donc à la maison avec l'aide d'une sage-femme.

Après l'accouchement, les femmes et les nourrissons sont suivis chaque mois par une diététicienne et une sage-femme.

Les sages-femmes s'occupent également de détecter des problèmes de santé chez les jeunes enfants comme les infections, les gastro-entérites dues aux problèmes d'accès à l'eau potable, la polio et autres maladies transmissibles qui subsistent à cause du faible taux de vaccination.

D'autres problèmes de santé découlent de l'excision des filles, une pratique qui touche 90 % des femmes au Burkina Faso. L'excision est l'ablation du clitoris et souvent une grande partie de la vulve et des tissus avoisinants, une mutilation des organes génitaux de la femme. Des croyances populaires veulent que cette pratique assure sa fidélité envers son mari et la rende plus fertile. Les sages-femmes nous ont expliqué que cette pratique entraîne des complications telles que le tétanos, des infections et le développement de tissu cicatriciel sur la vulve, ce qui accroît le taux de mortalité chez les femmes burkinabè. Des complications surgissent durant le travail et l'accouchement puisque le fœtus se heurte aux tissus cicatriciels de la vulve prolongeant ainsi le travail; ces complications entraînent parfois la détresse foetale et la rupture utérine. Les sages-femmes et les infirmières jouent un rôle actif pour sensibiliser la population à ces dangers et sont à l'avant-garde du mouvement «*Halte à l'excision*».

Les sages-femmes sont aussi à l'avant-garde de la campagne pour la vaccination des nouveau-nés. Présentement, moins de la moitié des nouveau-nés sont vaccinés et l'objectif est que 90 % le soient d'ici l'an 2000.

Ce sont de telles femmes qui, par leur action sociale et leur souci d'offrir de meilleurs soins de santé aux familles burkinabè, s'attaquent aux problèmes en apparence insurmontables du Burkina Faso.

La visite au centre hospitalier national
Une expérience émouvante

Ro Licata

Les systèmes de santé varient d'un pays à l'autre. Partout, les préoccupations fondamentales sont les mêmes. Le manque criant de ressources financières a un effet dévastateur sur la qualité des soins de santé. D'ailleurs, une des expériences qui a le plus ébranlé notre groupe fut la visite du Centre hospitalier de Ouagadougou.

La visite a commencé dans le département d'obstétrique; le problème d'engorgement y était évident. A la maternité, tous les lits étaient occupés. Plusieurs femmes, tenant leurs nouveau-nés dans leurs bras, étaient assises sur des nattes de paille ou de tissu dans les couloirs parce qu'il n'y avait pas assez de lits pour elles. Ces femmes étaient souriantes et fières de nous montrer la beauté de leurs bébés. Soulignons qu'il revient à la famille de se charger des soins d'hygiène personnelle et vestimentaire, de la literie et ce, en plus de la ration alimentaire quotidienne.

Les salles d'opération sont équipées avec des appareils d'anesthésie peu sophistiqués. Tous les instruments ayant besoin d'être stérilisés sont envoyés à une marmite autoclave centrale. Ces objets sont ensuite empilés dans des contenants en métal et retournés à la salle d'opération ou au département. Par-

Les groupement NAAM et Six S
Une volonté collective de se prendre en main

MICHEL LÉGER

Lors de notre visite à Ouahigouya dans la province de Yatenga nous avons rencontré des représentants des groupements NAAM et des Six S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel).

Ces groupements agissent comme support à la communauté; ils fonctionnent sur le principe de la troisième main, celle qui apporte le coup de pouce nécessaire à la poursuite d'un travail ou d'un projet. Par ce fonctionnement, on vise à ce que la collectivité se prenne en charge.

Au contraire de la philosophie du colonisateur, la philosophie NAAM a comme objectif de développer sans abimer la culture du milieu.

Afin de contrer une mentalité d'attentisme engendrée dans certaines régions suite à l'apport d'aide extérieure, les groupements NAAM axent leur intervention sur la formation pour en arriver à l'auto-responsabilisation des communautés villageoises. Cette action est menée dans les domaines de l'agriculture, la santé, l'alphabétisation, la formation technique agricole, l'organisation du commerce local et national, la lutte à la désertification par le creusage de puits et la constructions de digues.

Les projets reposent sur quatre axes qui prennent en considération :
- les valeurs traditionnelles des groupes sociaux,
- les personnes qui détiennent le pouvoir,
- leur manière d'exercer ce pouvoir,
- la compréhension des assises de leur économie de subsistance.

Les projets soumis sont analysés et supportés si le projet est évalué rentable et apte à rembourser l'investissement accordé.

Le principe est simple et semble fort apprécié; le tableau synoptique visualisé nous a démontré la multitude de projets en cours. En effet, plus de 3 000 personnes sont partie prenante des différents projets dans la seule région de Ouahigouya. D'ailleurs, notre visite aux ateliers du Six S nous a permis de voir quelques projets en pleine opération.

Par contre et comme partout au pays, les femmes sont présentes dans les différents milieux où le travail est à effectuer mais aucune n'est responsable d'un projet, si ce n'est qu'une ou deux sont adjointes au responsable du projet.

Cette information, nous l'avons décodée par le visionnement des tableaux synoptiques. Pourtant dans les principes des groupements NAAM, on nous a bien expliqué que les fonctions de Togo ou Naaba, soit de chef de regroupement, sont occupées conjointement par un homme et une femme.

Compte tenu de l'ensemble des personnes impliquées et de l'efficacité des projets, ce programme de développement a une valeur inestimable sur l'amélioration économique, sociale et culturelle des communautés rurales. Cette même philosophie débutée au Burkina Faso s'est d'ailleurs répandue dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

tout dans l'hôpital, le manque d'équipements, de pansements, d'antibiotiques et d'autres fournitures de base était évident.

Nous avons appris qu'avant de recevoir un traitement, un patient doit avoir payé d'avance la durée de son hospitalisation. Le revenu familial moyen est de 200 $ à 300 $ par an; une césarienne coûte 150 $. Ce coût relativement très élevé signifie que de nombreuses familles ne peuvent tout simplement pas se payer les soins de santé dont ils ont besoin pour survivre.

Le département de pédiatrie était plus moderne et semblait avoir plus de personnel. Nous avons vu un petit garçon atteint de polio qui faisait des exercices pour ses jambes avec l'aide de sa mère, et essayait de marcher en se tenant à des rampes. La physiothérapeute nous a confirmé qu'elle rencontrait souvent des enfants atteints de polio. Ces enfants faisaient des exercices pour renforcer leurs muscles dans l'espoir de retrouver la capacité de marcher.

Lors de la visite du laboratoire, nous avons demandé s'il y avait un test de dépistage du SIDA. On nous a répondu que sur les 200 à 300 tests pratiqués chaque mois, sept sur dix sont positifs. Les travailleurs de la santé du Burkina Faso font face à d'énormes problèmes. Malgré tout, nous avons été impressionnés de voir tout ce qu'on réussissait à faire avec si peu de ressources.

Les membres du personnel médical et infirmier sont conscients du manque de ressources humaines, financières et technologiques qui pourraient améliorer les conditions de santé de la population burkinabè. Aussi, expriment-ils des besoins en vue d'obtenir de la formation, du perfectionnement, du matériel, des médicaments ou tout appareil technologique.

Nos solidarités

DES BESOINS EXPRIMÉS :

- **Divers appuis à une école d'alphabétisation et de développement de la scolarité soutenue par une centrale syndicale.**
- **Appui à la construction de locaux syndicaux.**
- **Appui pour la formation syndicale ou professionnelle pour les femmes.**

DEMANDES :

- **Du côté de la santé : trousses médicales, formation...**
- **Information et échanges professionnels avec le Québec.**

Références :

- «Les femmes au Burkina Faso», Francine Néméh et Martin-Pierre Nombré, CISO, *Solidarité*, Vol. 14 n° 2, septembre 1992.
- *Solidarité et démocratie en Afrique noire, l'expérience du Burkina Faso*, Charles Kabeya Muase, Inadès éditions - Karthala, Paris 1989.

REMERCIEMENTS

Ce stage a été rendu possible grâce à l'appui indéfectible et à l'accueil généreux de tout le personnel de l'Aide à l'enfance - Canada au Burkina Faso. Un grand merci de la part du groupe des stagiaires et du CISO.

Quelques groupes de femmes :

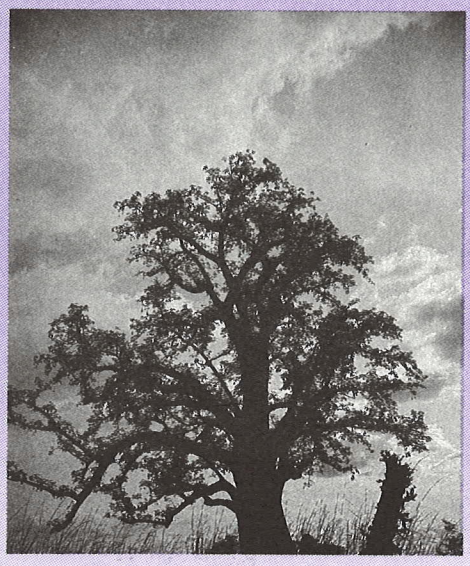
- **Réseau de communication, d'information et de formation des femmes dans les ONG au Burkina Faso (RECIF-ONG-BF)**
- **Groupe de recherche, d'études et de formation «Femmes-Action» (GREFFA)**
- **Association burkinabè des Sages-femmes (ABSF)**

Les centrales syndicales :

- **Confédération générale du travail du Burkina (CGTB)**
- **Confédération nationale des travailleurs burkinabè (CNTB)**
- **Confédération syndicale burkinabè (CSB)**
- **Organisation nationale des syndicats libres (ONSL)**
- **Union syndicale des travailleurs burkinabè (USTB)**

Des syndicats :

- **Syndicat autonome des magistrats burkinabè (SAMAB)**
- **Syndicat autonome du personnel de l'administration générale (SAPAG)**
- **Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEAB)**
- **Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur (SNESS)**
- **Syndicat autonome des cheminots du Burkina (SYNACB)**
- **Syndicat autonome de la justice (SYNAJ)**
- **Syndicat autonome des travailleurs du ministère de l'information et de la culture (SYNATIC)**
- **Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (SYNTSHA)**



3 $

SOLIDARITÉ est une publication du centre international de solidarité ouvrière

▪ **Coordination : Roger Saucier** ▪ **Textes et photos : Ghislaine Fleury, Pierrette Gratton, Régine Laurent, Ro Licata, Michel Léger** ▪ **Infographie : Louise Gravel** ▪ **Impression : Beautex**

Cette publication a été rendus possible grâce à un appui financier de Solidarité Canada-Sahel • Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec.